

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre • www.udc.ch • édition septembre 2015



Immigration de masse 3

Interview de Roger Köppel sur la croissance. Limiter l'immigration vers la Suisse.



Adhésion insidieuse à l'UE 5

Le Conseil fédéral est prêt à reprendre automatiquement le droit UE. Une impasse.



Stop au chaos de l'asile 9

Effet d'aspiration des illégaux dans notre économie. Des mesures sont nécessaires.



Elections au Conseil national et au Conseil des Etats
Comment voter juste ? Page 22

Rester libre – votez UDC

L'UDC se bat pour conserver notre beau et exceptionnel pays. Elle s'engage pour la liberté individuelle, la prospérité, la sécurité et un espace vital intact. Ces acquis sont menacés aujourd'hui – par une immigration démesurée, par la violence et la criminalité dans la vie quotidienne, par le risque croissant d'attentats terroristes, mais aussi par l'obsession des politiques de pousser la Suisse dans l'UE. Que celles et ceux qui veulent que la Suisse reste la Suisse se rendent aux urnes le 18 octobre et votent UDC.

Notre pays ne saurait supporter une immigration de quelque 80 000 personnes par an, l'équivalent de la population de la Ville de Lucerne. Les citoyennes et les citoyens ont décidé que cela ne pouvait pas continuer ainsi, faute de quoi la Suisse comptera 10 millions d'habitants dans quelques années et sera complètement bétonnée. Pour obtenir que cette décision du peuple en faveur d'une limitation de l'immigration soit enfin appliquée, il faut envoyer à Berne des politiciennes et politiciens qui visent le même objectif.

L'article sur le renvoi des étrangers criminels n'est toujours pas appliqué alors que l'initiative populaire correspondante a été approuvée il y a près de cinq ans. La raison: hormis les élus UDC aux Chambres fédérales, tous les parlementaires refusent d'expulser les étrangers criminels. Encore heureux que le

peuple puisse les y forcer l'année prochaine grâce à l'initiative de mise en œuvre. Les choses iraient plus vite si les bons représentants du peuple siégeaient au Palais fédéral. Voilà pourquoi ces élections sont si importantes.

Nonobstant le chaos que l'affaire grecque fait régner dans l'UE, la faiblesse de la monnaie européenne, les frontières ouvertes à tous les migrants et l'arrogance centralisatrice de Bruxelles, le Conseil fédéral et la majorité du parlement veulent insidieusement rattacher la Suisse à l'UE. Leur projet d'accord-cadre institutionnel contraindrait la Suisse à reprendre le droit UE et à se subordonner à la Cour de justice UE. Pour empêcher cela, il n'existe qu'un seul choix: aller aux urnes le 18 octobre 2015 pour les élections au Conseil national et au Conseil des Etats et surtout voter UDC.

Commentaire

A vous de décider

Le 18 octobre prochain, les Suissesses et les Suisses élisent leur parlement fédéral. Avez-vous participé aux dernières élections? N'allez-vous aux urnes que pour voter sur des projets concrets? Ou en avez-vous assez parce qu'à Berne ils font de toute manière ce qu'ils veulent? Réfléchissez bien! Chaque voix supplémentaire au parlement compte et décide du succès ou de l'échec de vos souhaits en politique à l'égard des étrangers ou en politique européenne.



Etes-vous inquiet devant une immigration sans limite, devant chaque année quelque 30 000 requérants d'asile qui cherchent une vie meilleure en Suisse et devant les énormes abus sociaux et la criminalité qui y sont liés? Alors vous devez aller voter le 18 octobre. L'UDC est l'unique parti qui veut limiter l'immigration et corriger les abus dans le droit d'asile. Voter pour un autre parti, c'est encourager une politique de l'immigration sans borne, une politique du refus de voir la réalité en face.

Les majorités qui se sont dégagées ces dernières années au parlement et au Conseil fédéral étaient de centre-gauche. Les décisions du peuple qui ne convenaient pas à cette majorité étaient tout simplement ignorées – qu'il s'agisse de la limitation de l'immigration, du renvoi des étrangers criminels, de l'internement des délinquants dangereux ou encore de l'interdiction faite aux pédophiles de travailler avec des enfants. Pour corriger ces rapports de majorité, vous devez aller aux urnes. Et si vous souhaitez que la Suisse reste un pays libre et indépendant, vous n'avez qu'un seul choix le 18 octobre: voter UDC.



Toni Brunner, conseiller national, président UDC Suisse

A partir de la page 11:

La recette UDC pour un canton de Berne fort: röstis avec Rösti et 2 listes fortes.

Liberté et
sécurité

Votez UDC

Liste 1 ou 2 



Il faut de nouvelles majorités au parlement

Les majorités qui se sont dégagées ces quatre dernières années au parlement fédéral se situaient fréquemment dans le centre gauche. L'UDC et le PLR occupent actuellement 87 sièges au Conseil national. Même si on y ajoute, selon les thèmes débattus, quelques représentants des partis du centre, on n'obtient pas les 101 voix nécessaires pour obtenir une majorité fiable au sein de la Grande Chambre.

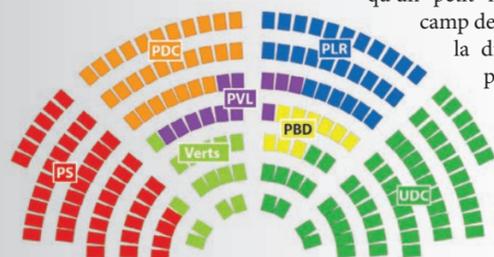


Adrian Amstutz, président du groupe parlementaire UDC, Sigriswil (BE)

La situation est encore plus précaire au Conseil des Etats où l'UDC n'occupe qu'un petit nombre de sièges. Cela signifie concrètement que cette chambre peut, sous la conduite de la gauche, orienter la politique vers plus d'Etat, plus de dépenses publiques,

moins de liberté et une immigration sans borne. Voilà d'ailleurs la principale raison qui a poussé l'UDC ces dernières années à lancer plusieurs initiatives populaires sur des questions importantes, par exemple contre l'immigration de masse, pour le renvoi des étrangers criminels ou encore pour l'autodétermination législative de la Suisse.

Mais pour faire bouger les choses sur un large front, il est indispensable de basculer les majorités au parlement vers le centre droite. Pour atteindre cet objectif, il ne faudrait faire passer qu'un petit nombre de sièges du camp de la gauche vers celui de la droite. C'est dire l'importance capitale des élections fédérales du 18 octobre.



Répartition des sièges au Conseil national

02.06.2015 Gonflement de la promotion culturelle étatique



Le Conseil fédéral voulait porter le crédit pour la promotion culturelle à 1,1 milliard de francs pour les 4 années à venir. L'UDC demandait de garder le sens de la mesure et de maintenir les dépenses au niveau actuel. Une forte majorité de centre gauche s'y est opposée.

14.02.2012 Extension de la bureaucratie via les mesures d'accompagnement



Au lieu de limiter l'immigration, le centre gauche a approuvé des interventions massives affectant la souplesse du marché du travail. Résultat: plus de bureaucratie, plus de contrôles et d'interventions étatiques.

06.05.2015 Explosion des dépenses de la Confédération



L'UDC et le PLR voulaient plafonner les dépenses fédérales, qui ont doublé depuis 1990, à leur niveau de 2014 (64 milliards de francs). La majorité du parlement veut encore étendre l'Etat. Une proposition médiane a été refusée avec une majorité de 8 voix seulement.

05.06.2012 Hausse massive de l'aide au développement



Les Chambres fédérales ont accepté sans coup férir une hausse démesurée de l'aide au développement et à l'étranger (environ 3 milliards de francs par an) contre la volonté de l'UDC.

Nous n'avons pas le droit d'abandonner notre identité

L'immigration massive que subit la Suisse provoquera tôt ou tard de fortes tensions, car il n'est pas possible d'intégrer sans limite toutes les cultures étrangères. Cette immigration a des effets sur l'ambiance à la place de travail et dans les écoles ainsi que sur la culture vécue en Suisse.



L'immigration nette de 80 000 personnes par an conduit tôt ou tard à d'importantes contraintes. On ne peut pas intégrer indéfiniment toutes les cultures étrangères.

C'est une prouesse historique qu'un pays comme la Suisse avec ses quatre langues et ses diverses cultures ait réussi à développer une identité nationale et une cohésion intérieure aussi fortes. Cependant, l'immigration démesurée que subit notre pays aujourd'hui représente une menace pour cette cohésion. Quelque 750 000 étrangers ont immigré en Suisse en chiffre net durant ces dix dernières années. Si ce développement se poursuit, la moitié de la population suisse sera composée dans dix ans d'étrangers et de naturalisés.

Effets dans tous les domaines de la vie

Aujourd'hui déjà nous ressentons les effets de cet afflux d'étrangers, par

exemple par la propagation de la religion islamique en Suisse. Visages voilés, exigence de cimetières musulmans, demande de reconnaissance de l'islam comme église nationale – autant de thèmes qui suscitent des tensions dans notre société. Des classes scolaires composées exclusivement d'enfants étrangers et des localités comptant une proportion d'étrangers supérieure à 50% sont aujourd'hui une réalité. Un changement culturel s'opère également à la place de travail, par exemple par le biais de chefs étrangers qui occupent les postes de cadres avec leurs compatriotes.

Les dangers de l'alignement

Mais c'est probablement dans nos têtes que se produit le principal chan-

gement : nous nous alignons, nous prenons des égards excessifs, nous modifions nos habitudes, nous renonçons à des particularités culturelles, tout cela pour ne pas heurter les autres. Il faut absolument que nous corrigions ce cap. Pour que la Suisse reste la Suisse.



Jérôme Desmeules, député suppl. et candidat au Conseil national, Fully (VS)

La sécurité sociale en péril

46% des chômeurs et des bénéficiaires de l'aide sociale sont aujourd'hui des étrangers. Cette proportion est deux fois plus élevée que la part des étrangers à la population totale. L'immigration de masse a déclenché une bombe à retardement qui fera exploser nos institutions sociales.



Guy Parmelin, conseiller national et membre de la Commission de la sécurité sociale et de la santé, Bursins (VD)

Le Conseil fédéral est désormais contraint d'avouer que les conséquences de l'immigration démesurée

subie par la Suisse sont incalculables. Par exemple, l'AVS bénéficie certes de cotisants supplémentaires grâce à l'arrivée en force d'étrangers, mais ces mêmes cotisants revendiqueront un jour une rente. Ou, en d'autres termes : l'AVS ne peut être financée à long terme selon le principe de la boule de neige.

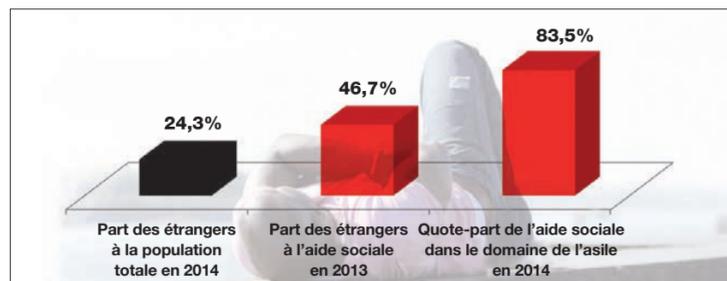
L'assurance-chômage surchargée

L'assurance-chômage ressent aujourd'hui déjà les effets négatifs de l'immigration. Alors que les Suissesses

et les Suisses versent dans l'ensemble beaucoup plus qu'ils ne perçoivent, les citoyens UE ne financent que 80% des prestations AC qu'ils touchent. Les ressortissants de pays tiers bénéficient même de prestations de chômage égales au triple du montant total de leurs cotisations. Cette situation inacceptable pourrait rapidement s'aggraver si les conditions économiques se détériorent.

L'aide sociale, un baril de poudre

Mais la situation est particulièrement grave dans l'aide sociale dont les charges ont plus que doublé entre 2003 et 2012 pour atteindre 2,4 milliards de francs. Cette facture est surtout alourdie par le secteur de l'asile puisque plus de 83% de ces personnes touchent l'aide sociale. Ce taux dépasse même 90% pour certains ressortissants comme les Erythréens. Ces personnes ne trouveront sans doute jamais un travail et resteront indéfiniment à charge des communes – d'où une augmentation des impôts et des tensions sociales.



Les étrangers vivant en Suisse touchent deux fois plus souvent l'aide sociale; 8 personnes de l'asile sur 10 reçoivent l'aide sociale.

Impressum

ÉDITION SPÉCIALE est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | tirage : 1'025'258 exemplaires
Edition et rédaction : UDC Suisse, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél. 031 300 58 58 |
Fax : 031 300 58 59 | info@udc.ch | www.udc.ch | Conception et graphiques : GOAL AG für Werbung und Public Relations,
8450 Andelfingen | Crédits photos : iStockphoto, admin.ch, AZ, parlament.ch, Swisspanorama.ch, Anita Troller
(InterConnections Zürich), UDC Suisse | Caricatures : Martin Guhl | Imprimerie : DZZ Druckzentrum Zürich AG. Attention :
ce journal n'est ni une publicité, ni une réclame, mais une information politique. Il doit donc être déposé également dans
les boîtes aux lettres munies d'un autocollant refusant la publicité. Merci de votre compréhension.

Ne pas bétonner la Suisse

Chaque seconde la Suisse perd 1,1 mètre carré de terre cultivable. Cela fait sur une année l'équivalent de 4500 terrains de football! L'immigration est le principal facteur activant cette extension de la surface construite. Il faut que nous retrouvions le sens de la mesure pour sauvegarder notre espace vital.



Catherine Buchet, conseillère communale et candidate au Conseil national, Montreux (VD)

L'actuelle immigration de masse de quelque 80 000 personnes par an en chiffre net exige la mise à disposition d'environ 35 000 logements chaque an-

née. Les infrastructures (routes, chemins de fer, écoles, approvisionnement énergétique, eau, eaux usées, etc.) doivent également être adaptées à ce développement.

Les trois quarts du territoire suisse sont improductifs. C'est dire que l'explosion de l'immigration met surtout à contribution des surfaces agricoles cultivables. A mains endroits le Plateau suisse donne déjà l'image d'une agglomération en continue. L'espace vital naturel est pourtant une base essentielle de la qualité de la vie ainsi que de l'approvisionnement alimentaire de notre pays. Nous devrions également laisser profiter nos enfants et nos petits-enfants des beautés exceptionnelles des paysages suisses.

Expulser enfin les étrangers criminels

Il y a presque cinq ans – en novembre 2010 – le peuple et les cantons ont approuvé l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels. Le but est de faire quitter le pays aux étrangers condamnés pour un délit grave. Malgré la décision claire et nette du souverain, le Conseil fédéral et le parlement refusent toujours d'appliquer cette initiative. Il faudra donc que le peuple tranche une nouvelle fois.

Depuis l'acceptation de l'initiative sur le renvoi, la Constitution fédérale exige que les délinquants étrangers condamnés pour un grave délit violent ou sexuel, pour trafic de drogue, cambriolage et abus des institutions sociales soient expulsés après avoir purgé leur peine et frappés d'une interdiction d'entrer en Suisse. La majorité de centre gauche du parlement vient d'approuver une loi d'application totalement inefficace.

Au mépris de la sécurité

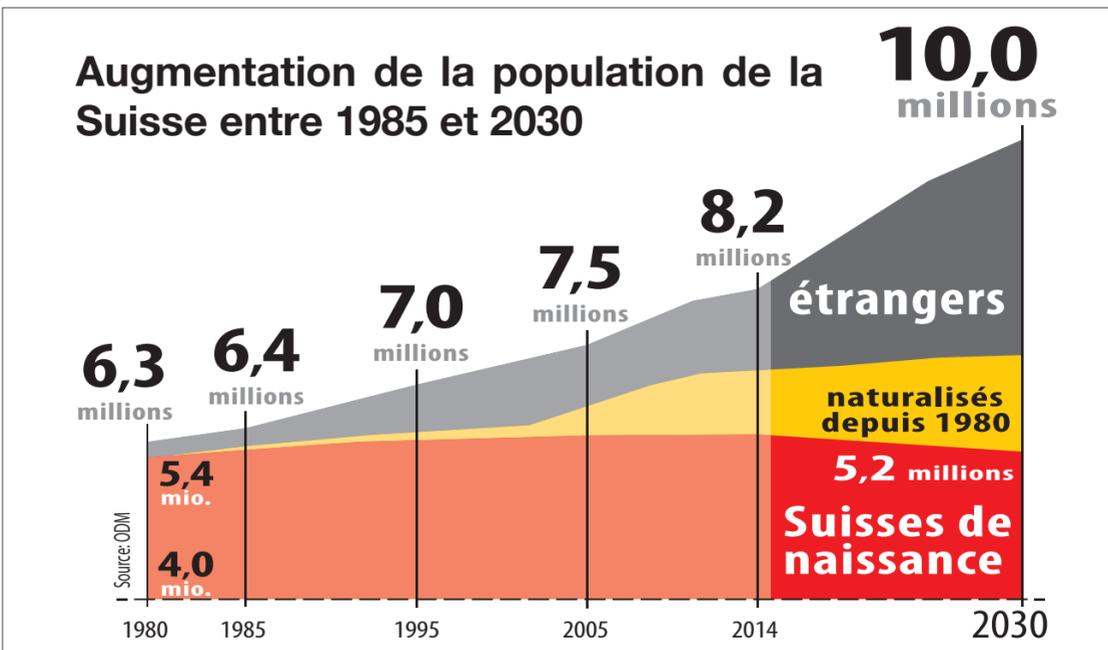
Au lieu d'appliquer fidèlement l'initiative sur le renvoi, les partis du centre gauche ont adopté une dite « clause pour les cas de rigueur ». Les juges trouveront ainsi toujours un

Environ la moitié de tous les délinquants sont des étrangers!

Homicide (art. 111–114 CPS):	57,7% étrangers
Lésions corporelles graves (art. 122 CPS):	50,0% étrangers
Cambriolage (art. 139 CPS):	73,1% étrangers
Viol (art. 190 CPS):	61,4% étrangers
Trafic d'êtres humains (art. 182 CPS):	95,7% étrangers
Séquestration/enlèvement (art. 183 CPS):	52,6% étrangers

Source : OFS, inculpés recensés par la police en 2014

Augmentation de la population de la Suisse entre 1985 et 2030



Quelque 750 000 personnes ont immigré en Suisse durant les dix dernières années. Si ce développement se poursuit, la population de la Suisse se composera en 2030 de plus de 50% d'étrangers et de naturalisés.

motif pour renoncer à ordonner une expulsion : le trafiquant de drogues X a un enfant en Suisse (même s'il ne s'en est jamais occupé); l'assassin Y a déjà vécu quelques années en Suisse, il est bien intégré et d'ailleurs il a fait de grand progrès en prison dans l'apprentissage de la langue française, etc.

Actuellement, seuls 500 criminels étrangers sont renvoyés chaque année dans leur pays. Un chiffre quasiment négligeable quand on consulte la statistique du groupe d'experts de la Confédération : en vertu de la liste des délits retenue par l'initiative, quelque 16 000 délinquants étrangers devraient quitter chaque année la Suisse. Environ la moitié d'entre eux, donc quelque 8000, sont illégalement en Suisse. Ces chiffres illustrent le risque énorme qu'une pratique d'expulsion laxiste fait courir à la sécurité publique en Suisse.

Initiative de mise en œuvre

En 2016, le peuple suisse devra se rendre une nouvelle fois aux urnes pour exiger définitivement l'expulsion des étrangers criminels grâce à l'initiative populaire dite de mise en œuvre. Cette initiative comprend une liste de délits qui sera inscrite dans la Constitution fédérale et directement applicable. Ainsi, le souverain pourra s'imposer face au gouvernement et au parlement qui, depuis des années, refusent de faire leur travail.



Raymond Clottu, conseiller national, La Brévine (NE)

Combien de migrants supporte la Suisse ?

Roger Köppel, rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Weltwoche », répond à une interview d'Édition Spéciale sur les thèmes de la prospérité, de la croissance et de l'application de l'initiative contre l'immigration de masse. Il est temps, dit-il, de prendre activement parti pour le parti de la Suisse.

La Suisse a-t-elle besoin de croissance économique ?

Roger Köppel : Oui. La Suisse est un pays sans richesse minière et sans colonie. Elle vit exclusivement des efforts et de la créativité des hommes et des entreprises qui y travaillent dans le cadre d'un régime économique aussi libéral que possible.

Cette croissance dépend-elle de l'immigration ?

Non. Mais une immigration mesurée et gérée selon des critères raisonnables est dans l'intérêt de l'économie suisse. Actuellement, nous subissons une immigration de masse incontrôlée qui nuit à la Suisse et à son économie.

Une politique libérale ne comprend-elle pas aussi la libre circulation des personnes ?

Non. La libre circulation des personnes est une erreur de construction tout comme l'euro.

A quelles conséquences vous attendez-vous si l'immigration se poursuit ces prochaines années au même niveau qu'aujourd'hui ?

Plus de criminalité, plus de chômage, des infrastructures de transport surchargées, des institutions sociales encore plus endettées, plus de bétonnage des paysages, plus de stress et d'insatisfaction chez les Suissesses et les Suisses, moins de productivité et moins de prospérité.

Pourquoi la politique a-t-elle tant de peine à appliquer la décision populaire du 9 février 2014 ?

Les élus politiques ont refusé d'emblée d'accepter cette décision. Le Conseil fédéral et une majorité politique à Berne l'ont combattu âprement et aujourd'hui ces milieux mettent tout en œuvre pour empêcher son application. Depuis peu, même les organisations économiques participent à la campagne contre l'UDC. Ces comportements s'expliquent par des intérêts égoïstes et politiques à court terme. La libre circulation des personnes offre une main-d'œuvre bon marché à l'économie. Comme le parlement, le Conseil fédéral est dominé par le centre-gauche. On veut se rapprocher de l'UE parce qu'à Bruxelles ce sont les politiciens qui décident et non pas le peuple. Les élus suisses cherchent à se débarrasser

d'une démocratie directe devenue inconfortable pour eux. Voilà pourquoi le Conseil fédéral veut conclure avec l'UE un dit accord-cadre qui subordonnerait la Suisse au droit et aux juges UE.

Que devons-nous faire si l'UE refuse de négocier une adaptation de l'accord de libre circulation des personnes ?

Appliquer l'initiative! L'heure nous est favorable. L'UE croule sous les problèmes. Je ne crois pas que Bruxelles souhaite détruire l'un des derniers pays qui paie ponctuellement ses factures sans qu'on soit au préalable contraint de lui offrir des crédits par milliards.

Quelle direction la Suisse prend-elle ces prochaines années ?

La Berne fédérale est dominée par la gauche interpartis. Politique de gauche signifie toujours plus d'impôts et de taxes, toujours plus d'UE et toujours plus d'immigration incontrôlée, qu'elle soit légale ou illégale. Je suis cependant optimiste, je crois et j'espère que les forces politiques de droite progresseront à nouveau lors des prochaines élections. Quant à l'UDC, elle est comme un roc dans la tempête.

Quelle était votre motivation d'entrer en politique ?

Il ne me suffit plus d'écrire. Je ne supporte plus de voir de l'extérieur la Berne fédérale détruire progressivement le modèle à succès suisse. Il est temps de prendre activement parti, de prendre le parti de la Suisse.

Que croyez-vous pouvoir faire bouger à Berne ?

Je m'engage pour la Suisse. Je défends la

Suisse comme journaliste, aussi face aux attaques de l'étranger, par exemple à la télévision. Si je suis élu – le chemin jusque-là est encore long – j'aurai recours à toutes mes capacités pour empêcher que la Suisse soit bradée à l'UE et finalement détruite. Je veux aussi m'engager pour une meilleure coopération entre forces politiques de droite. Il faut oublier toutes les susceptibilités mesquines. Il s'agit tout de même de la Suisse.

Roger Köppel

- ▶ Candidat au Conseil national dans le canton de Zurich
- ▶ Rédacteur en chef et éditeur de l'hebdomadaire « Weltwoche »
- ▶ Entrepreneur médiatique et journaliste
- ▶ Marié, père de 3 enfants
- ▶ Né en 1965, domicilié à Küsnacht (ZH)



Accords bilatéraux, oui ; mais pas à n'importe quel prix

La Suisse est une des économies nationales les plus ouvertes du monde. L'entretien d'échanges commerciaux intenses avec notre voisine, l'UE, va de soi. Cela dit, les relations bilatérales doivent toujours être conçues de manière à assurer les mêmes droits aux deux parties. Elles ne constituent pas un but en soi, contrairement à ce que fait penser le débat actuel.



« Ce serait littéralement suicidaire pour la Suisse que d'abandonner son indépendance, son autodétermination et sa marge de manœuvre politique pour tenter de sauver quelques accords. »

Thomas Matter, entrepreneur, conseiller national, Meilen (ZH)

La Suisse a conclu avec l'UE au total 283 accords bilatéraux qui régissent les domaines les plus divers, depuis l'accord de libre-échange de 1972 jusqu'à l'accord concernant l'échange automatique de renseignements qui n'a pas encore franchi le cap du parlement. Les discussions actuelles portent sur les accords bilatéraux I, donc sur sept contrats qui ont été conclus en 1999. Le peuple et les cantons suisses ont décidé l'an passé que l'un de ces contrats, l'accord de libre circulation des personnes, n'était plus acceptable dans sa forme actuelle, parce que ses conséquences pour la Suisse sont trop négatives. Une immigration de masse de quelque 80 000 personnes par an porte atteinte de plus en plus gravement à l'économie nationale, aux infrastructures, au paysage et à la qualité de la vie.

Il ne s'agit pas d'isolement

Les six autres accords bilatéraux I concernent les transports terrestres, les transports aériens, les obstacles techniques au commerce, les marchés publics, l'agriculture et la recherche. Ces

accords peuvent être poursuivis du point de vue suisse, mais ils ne revêtent pas tous la même importance pour elle. Par exemple, l'accord sur les transports terrestres intéresse avant tout l'UE. Il faut aussi rappeler que l'accord sur la libre circulation des personnes ne correspondait pas à l'époque à un souhait de la Suisse. La Suisse peut parfaitement y renoncer, car elle peut à tout moment recruter à l'étranger la main-d'œuvre dont elle a besoin si le marché du travail national ne répond plus à ses besoins.

« La Suisse est un important partenaire commercial pour l'UE. »

Faire confiance à nos forces

Les accords bilatéraux I étant liés entre eux, la question est de savoir ce qui se passe si celui concernant la libre circulation des personnes est résilié. Les six accords bilatéraux mentionnés plus

haut sur le total de 283 seraient en premier lieu concernés. Il paraît cependant douteux que l'UE y renonce. La Suisse est un important partenaire commercial pour l'UE. Elle exporte plus en Suisse que la Suisse n'exporte dans l'UE. Les entreprises UE ne veulent en aucun cas perdre le marché suisse. De surcroît, les échanges commerciaux internationaux sont en premier lieu garantis par les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'accord de libre-échange.

Ne pas surévaluer les relations avec l'UE

Il existe donc de toute manière une voie pragmatique. L'UE est certes un partenaire commercial important, mais l'économie helvétique doit prendre une orientation globale et ne pas se placer dans une dépendance unilatérale. La crise qui frappe l'euro confirme cette nécessité. Ce serait même littéralement suicidaire pour la Suisse que d'abandonner son indépendance, son autodétermination et sa marge de manœuvre politique pour tenter de sauver quelques accords.

Rester libre – sans UE

L'indépendance et l'autodétermination avantagent la Suisse dans la concurrence internationale. Ces qualités sont à l'origine de notre succès économique et de notre prospérité. Pour les conserver, nous devons absolument éviter de conclure de nouveaux traités qui permettent à l'UE d'intervenir dans nos affaires.



Nadja Pieren, conseillère nationale, Berthoud (BE)

« La Suisse est parfaitement positionnée comme pays ouvert au monde et non-membre de l'UE. »

La Suisse se porte très bien si on la compare aux pays membres de l'UE. Le succès économique de ces dernières décennies, elle le doit aux faits qu'elle est un pays ouvert au monde, qu'elle n'est pas membre de l'UE et qu'elle décide elle-même de son sort. Notre démocratie directe vivante, notre fédéralisme et notre sens marqué de la liberté personnelle et entrepreneuriale confèrent à notre économie nationale son caractère particulier.

Sauvegarder l'autodétermination

En raison de pressions extérieures, mais aussi à cause des agissements d'opportunistes politiques dans le pays même, la Suisse a abandonné au fil des ans des avantages qui la rendaient si attrayante pour la création d'emplois, pour des investissements et des innovations. Des qualités importantes comme la protection de la sphère privée, un marché du travail souple et un Etat svelte sont constamment remises en question et même abandonnées à la légère par une majorité politique de centre-gauche. Cette orientation politique est désastreuse parce qu'elle affaiblit l'économie et l'autodétermination de la Suisse.

Sacrifier nos propres droits

Mais le développement le plus fatal est sans doute l'abandon progressif de notre autodétermination juridique et politique. Nous cédon constamment des compétences à des organisations et tribunaux internationaux. Les traités dynamiques avec l'UE ainsi que les conventions et directives au niveau du Conseil de l'Europe, de l'ONU et de l'OCDE affaiblissent notre démocratie directe, donc l'autodétermination du souverain, du peuple et des cantons. Le développement indépendant du droit suisse est de plus en plus entravé.

Initiative pour l'autodétermination

L'initiative populaire "Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)" permet de corriger ce mauvais cap. Elle garantit le droit de participation du peuple et l'autodétermination juridique. La pérennité du modèle à succès suisse en dépend.

Signez maintenant !

www.initiative-autodetermination.ch



« Car ici, c'est moi qui décide ! »



Hansjörg Knecht

- candidat au Conseil national et au Conseil des Etats dans le canton d'Argovie
- administrateur et copropriétaire de Knecht Mühle SA, Leibstadt
- né en 1960
- domicilié à Leibstadt
- marié avec Rita



Entreprise familiale indépendante, Knecht Mühle SA est une importante minoterie pour le froment et des travaux spéciaux. Elle possède son propre centre de récolte de blé. Fonctionnant 24 heures sur 24 et entièrement automatisée, cette installation fournit des farines de grande qualité pour le pain quotidien de plus de 300 000 personnes.

« Dans la démocratie directe suisse, le peuple est le patron. Ce principe a fait ses preuves. Les représentants du peuple ne sont pas des seigneurs, mais les serviteurs du peuple. »

En tant que chef d'entreprise, Hansjörg Knecht sait qu'il existe encore une grande marge de manœuvre pour décharger l'industrie et, partant, garantir des emplois en Suisse.

Politique européenne : les dés pipés du Conseil fédéral

Les objectifs de la politique extérieure de la Suisse sont définis à l'article 2 de la Constitution fédérale : « La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays. » Le peuple et ses représentants au Conseil national et au Conseil des Etats sont censés contrôler que la politique extérieure du Conseil fédéral obéisse à ce principe.



Yves Nidegger, conseiller national, Genève (GE)

Qu'en est-il en réalité des objectifs de politique extérieure que poursuit la Berne fédérale ? Le Conseil fédéral et les chambres œuvrent-ils vraiment pour l'indépendance du pays, la sauvegarde des droits démocratiques et la préservation de la neutralité ? La réponse est non. La gauche milite ouvertement pour l'adhésion de la Suisse à l'UE. Le Conseil fédéral et les autres partis, sauf l'UDC, le font plus sournoisement. En ce moment même, le Conseil fédéral œuvre d'arrache-pied pour abolir la voie bilatérale, qui règle les rapports entre la Suisse et l'UE depuis le rejet de l'EEE par le peuple en

1992, au profit d'un futur accord-cadre multilatéral à conclure, dit d'intégration institutionnelle, obligeant la Suisse à reprendre automatiquement les évolutions du droit de l'UE sous le contrôle juridictionnel de la Cour européenne de justice. L'histoire a donné un nom à ce genre d'accord : traité colonial ; un acte par lequel le droit d'une puissance dominante s'applique sur le territoire d'un Etat dominé, lequel en perd bien évidemment sa souveraineté. Cette volonté d'adhésion qui n'ose pas dire son nom explique l'entêtement du Conseil fédéral à refuser de retirer la demande d'adhésion que la Suisse avait déposée avant le vote sur l'EEE en 1992 et la présentation de l'adhésion à l'UE comme « objectif stratégique » de sa politique extérieure.

Colis piégé

L'UDC n'entre en matière sur des accords avec l'UE que s'ils sont conformes aux intérêts de la Suisse et, bien évidemment, sans une reprise « dynamique » ou « automatique » des évolutions du droit de l'UE qui torpillerait la souveraineté du pays. Plutôt que de se laisser hypnotiser par une UE qui s'enfoncé dans la crise, la Suisse gagnerait à voir plus grand et plus loin en s'engageant plus largement qu'elle ne le fait aujourd'hui sur

des marchés porteurs, là où la croissance est annoncée, ce qui n'est pas le cas de l'Europe. Au lieu de cela, le conseiller fédéral Didier Burkhalter nous annonce à la fin du mois de juin dernier, à la suite d'une discussion de politique européenne, la décision du Conseil fédéral de présenter un « paquet » ne comprenant – en guise de mise en œuvre du 9 février – que de légères et ponctuelles adaptations de la

libre circulation et en contrepartie un accord-cadre de soumission institutionnelle de la Suisse à l'UE. On est à des années lumières du mandat constitutionnel. Le « paquet » proposé n'est rien d'autre qu'un colis piégé.

Une adhésion qui n'ose pas dire son nom

Un rattachement institutionnel à l'UE correspond à une exigence de Bru-

xelles, qui cherche à étendre son pouvoir sur tout le continent, mais en aucun cas aux intérêts bien compris de la Suisse. Dans leur majorité, les citoyens suisses ne veulent pas d'une reprise « dynamique » de droit UE, ni d'une soumission aux décisions des juges étrangers de la Cour européenne de justice. Ils savent qu'un tel traité ferait de la Suisse un Etat satellite de l'UE et conduirait fatalement à l'adhésion. Ils ne veulent pas renoncer à la Suisse. Le Conseil fédéral le sait, raison pour laquelle il manœuvre sournoisement.

La Suisse a besoin d'une UDC forte, seule capable de tout mettre en œuvre pour que le Conseil fédéral ne parvienne pas à cette adhésion qui n'ose pas dire son nom.

La décision du Conseil fédéral de ne pas révéler son jeu avant les élections fédérales du 18 octobre prochain relève d'une tactique électorale indigne car contraire aux intérêts du pays. L'UDC invite le Conseil fédéral à jouer cartes sur table en informant dans les plus brefs délais les citoyennes et les citoyens, ainsi que le parlement, de ses réelles intentions en politique européenne. Sans manœuvres sournoises ni agenda caché.



Les combines de bas étage du Conseil fédéral : le projet d'accord-cadre avec l'UE prévoit en effet la reprise « dynamique » de droit UE et, en cas de divergences d'interprétation et de litiges, la subordination de la Suisse aux juges étrangers de la Cour de justice UE.

L'accord-cadre est extrêmement dangereux pour l'économie suisse

L'accord-cadre visé par le Conseil fédéral en vue du rattachement aux institutions de l'UE comporte des risques énormes pour notre économie. La reprise dynamique de droit UE et l'acceptation de la Cour de justice UE comme instance judiciaire suprême dans l'interprétation de ce droit exposerait la Suisse à un flot de régulations d'inspiration socialiste émanant de Bruxelles. Conséquence : l'économie suisse serait attachée par des interventions étatiques et des mesures bureaucratiques hostiles à l'économie d'une ampleur inimaginable.



Jean-François Rime, conseiller national et président de l'Union suisse des arts et métiers, Bulle (FR)

La nouvelle législation concernant les denrées alimentaires indique fort bien la direction que prend aujourd'hui déjà cette reprise dynamique de droit UE. Ce développement s'accéléra et touchera finalement tous les autres domaines importants de la politique économique. La nouvelle loi sur les denrées alimentaires déclenche en effet une vague de régulation avec 29 ordonnances. Elle exige la création de 9 postes administratifs supplémentaires et des investissements par millions dans l'informatique au seul niveau fédéral. Nous pouvons encore empêcher le pire et apporter des corrections au système. Mais avec la reprise dynamique de droit UE, la Suisse serait contrainte de se soumettre aux règles et directives de Bruxelles. L'éco-

nomie suisse serait exposée sans protection aucune à la manie régulatrice de l'UE.

Les branches économiques seront mises sous tutelle et l'appareil bureaucratique se gonflera sans limite. Le même constat vaut pour la protection des consommateurs, la protection de l'environnement ou la prévention. Le droit syndical sera renforcé et des exigences comme la responsabilité soli-

daire, des obligations chicanières en matière de saisie du temps de travail et de réglementation des vacances, de nouveaux quotas, une police des salaires, des plaintes collectives, des tarifs unisexes de type Gender, de longs congés parentaux et d'autres prétextes acquis UE chargeront lourdement l'économie suisse, restreindront la liberté des citoyens, feront augmenter les impôts et détruiront un marché du travail jusque-là compétitif et flexible.



Un accord-cadre avec l'UE renforcerait la frénésie d'une réglementation continue. La conséquence, en plus des coûts élevés, serait l'augmentation du chômage en Suisse.



L'UE évolue toujours plus vers une centralisation. C'est dire si l'argent de la Suisse intéresse Bruxelles !

L'UDC en bref

-  Nous comptons environ 90 000 membres.
-  Nous nous engageons pour une Suisse indépendante, libérale et neutre. Nous nous opposons catégoriquement à une adhésion à l'UE.
-  Depuis les dernières élections au Conseil national en 2011, l'UDC a remporté les élections dans 19 cantons sur 24. Elle a donc augmenté le nombre de ses suffrages et/ou gagné des mandats parlementaires supplémentaires.
-  L'UDC compte aujourd'hui 54 sièges au Conseil national et 5 sièges au Conseil des Etats. Elle espère au moins conserver ces mandats lors des élections du 18 octobre 2015.

Informations supplémentaires sur www.udc.ch

La direction de l'UDC 2014/2015



TONI BRUNNER
Président du parti (SG)



ADRIAN AMSTUTZ
Président du groupe (BE)



NADJA PIEREN
Vice-présidente (BE)



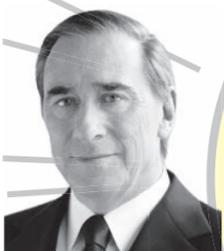
OSKAR FREYSINGER
Vice-président (VS)



LUZI STAMM
Vice-président (AG)



CHRISTOPH BLOCHER
Vice-président (ZH)



WALTER FREY
Vice-président (ZH)



JUDITH UEBERSAX
Vice-présidente (SZ)



CLAUDE-ALAIN VOIBLET
Vice-président (VD)

La tradition a un nom: UDC.



Pour que la Suisse reste la Suisse.

L'indépendance, la souveraineté, la démocratie directe, la neutralité et le fédéralisme sont les piliers de notre Etat. Nos ancêtres les ont créés et se sont battus pour les conserver. Nous continuons de les défendre tout en sachant que la liberté n'existe pas sans sécurité. Dans le Pacte fédéral qui marque la naissance de notre Confédération, les fondateurs de notre pays ont juré de ne jamais reconnaître de juges étrangers. Dans son préambule, notre Constitution fédérale stipule que seul est libre celui qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres. Fidèles à cette tradition, les candidates et candidats de l'UDC prennent les engagements suivants face à la population de la Suisse:

Nous voulons

-  combattre le rattachement à l'UE et la reconnaissance de juges étrangers afin que nous puissions nous-mêmes décider de notre sort ;
-  limiter l'immigration pour empêcher une Suisse à 10 millions d'habitants, car nous voulons sauvegarder une patrie intacte dans laquelle il fait bon vivre ;
-  expulser les étrangers criminels et combattre les abus dans le droit d'asile afin que nous puissions vivre en sécurité ;
-  des impôts modérés pour tous et moins de régulations étatiques afin de sauvegarder l'emploi.



Réunis le 22 août à St. Luzisteig, les candidates et les candidats de l'UDC aux élections fédérales ont approuvé la promesse électorale.



www.udc.ch

UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne, CCP 30-8828-5

DONC, LE 18 OCTOBRE
VOTEZ UDC.

Deux questions à notre conseiller fédéral Ueli Maurer

Comment qualifiez-vous nos rapports avec l'UE?

Ils sont marqués par un malentendu capital: l'UE ne comprend pas que nous voulions rester un pays indépendant et souverain. Elle croit que nous cherchons à nous intégrer dans l'UE. Il est possible que nous n'exprimions pas toujours clairement que tel n'est pas notre objectif – sinon Bruxelles n'exigerait pas aujourd'hui que nous nous subordonnions à son droit et à ses juges. En agissant de la sorte, nous perdrons notre indépendance et nous deviendrons dans les faits une partie de l'UE.



Notre conseiller fédéral Ueli Maurer, chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

A votre avis, à quels niveaux la Suisse doit-elle principalement intervenir pour renforcer sa sécurité?

A deux niveaux: d'abord à celui de la sécurité intérieure. La criminalité commence à affecter sérieusement notre qualité de vie. Nombre de personnes sont insécurisées. Nos citoyennes et nos citoyens ont droit à ce que leur intégrité physique, leur vie et leur propriété soient protégées. Il faut sérieusement agir dans ce domaine – notamment en renvoyant enfin systématiquement les étrangers criminels comme le peuple l'a décidé.

Ensuite, nous devons à nouveau équiper notre armée de manière à ce qu'elle soit apte à garantir la sécurité face à des menaces très diverses. N'oublions pas que l'insécurité augmente dans le monde: effondrement des Etats au Proche Orient, propagation de l'Etat islamique, tensions est-ouest accrues et guerre en Ukraine, risque croissant de terrorisme islamique...

L'UDC proche de vous

De Genève à Coire, d'enrichissantes conversations dans les rues et dans les foires.



BEA, Berne



Saint-Gall



Fribourg



Gare de Zurich



Genève



Luga, Lucerne



Kerns (OW)



Fête de Coire (GR)

Du parti des paysans, artisans et bourgeois à l'UDC d'aujourd'hui

L'UDC tire ses racines du parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB). Le parti des paysans a été fondé en 1917 à Zurich, le parti des paysans et artisans en 1918 à Berne. Les deux formations se sont réunies en 1921 pour former le PAB qui s'est installé au niveau national en 1937. En 1929, Rudolf Minger, un grand ami du Général Guisan, a été le premier politicien de notre parti à être élu au Conseil fédéral. Extrêmement populaire, Rudolf Minger est aujourd'hui encore considéré comme un des conseillers fédé-

raux les plus aimés et les plus connus de l'histoire suisse. L'heure du conseiller fédéral PAB Friedrich Traugott Wahlen a sonné durant la Deuxième Guerre mondiale.

C'est lui qui est à l'origine du fameux «Plan Wahlen» qui a contribué à l'approvisionnement alimentaire de la Suisse durant ces années difficiles. Même les surfaces vertes des villes ont servi à cultiver des pommes de terre, des betteraves et du blé. Le degré d'auto-approvisionnement de la Suisse en denrées alimentaires a ainsi été porté

de 52% en 1939 à 72% en 1945. En 1971, le PAB a fusionné avec les partis démocratiques de Glaris et des Grisons pour former l'Union démocratique du centre (UDC).

En 1992, l'UDC, seule contre tous les milieux établis, a combattu l'adhésion de la Suisse à l'EEE. Le peuple suisse l'a suivie et a choisi l'indépendance de son pays. Depuis, l'UDC a plus que doublé sa base électorale. La part de l'UDC aux suffrages se situe actuellement à 26,6% au niveau national.



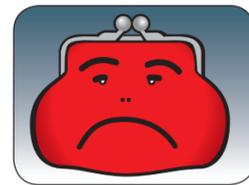
Rudolf Minger et Friedrich Traugott Wahlen, deux personnalités éminentes PAB/UDC. Conseiller fédéral de 1987 à 2000, Adolf Ogi a conquis les cœurs des Suissesses et des Suisses par son dynamisme chaleureux. Christoph Blocher et Ueli Maurer ont fait de l'UDC le premier parti de Suisse. Comme conseillers fédéraux entre 2003 et 2007 (Christoph Blocher) et depuis 2009 (Ueli Maurer), les deux hommes étaient des grands défenseurs de la liberté et de l'indépendance au sein du gouvernement.

Sans nous ...

... la Suisse serait membre de l'Union européenne (UE)



... les impôts, les redevances et les amendes seraient encore plus élevés



... il y aurait encore plus d'abus dans l'aide sociale



... l'immigration incontrôlée se poursuivrait



... l'expulsion des étrangers criminels ne serait même pas un sujet de discussion



... l'Etat se mêlerait encore plus de la vie des familles



... les automobilistes seraient victimes d'arnaques supplémentaires



... de plus en plus de minarets seraient édifiés en Suisse



ÉLECTIONS 2015 AU CONSEIL NATIONAL ET AU CONSEIL DES ÉTATS

Nos points forts:

- ❖ oui à l'autodétermination de la Suisse – non à l'adhésion insidieuse à l'UE
- ❖ pour une politique efficace à l'égard des étrangers et concernant l'asile
- ❖ pour des impôts bas, le renforcement de l'économie et l'assurance de l'emploi

Notre mascotte: le chien de garde Willy
Suivre Willy sur internet: www.udc.ch/willy ou
sur Facebook: www.facebook.com/chierendegardewilly



Interview

Magdalena Martullo-Blocher, chef de l'entreprise Ems-Chemie



Magdalena Martullo-Blocher au marché Scuntrada à Savognin avec le bœuf «Elvis».



Dans son entreprise avec un apprenti de la production EMS (juillet 2015).



Dans la zone industrielle de Domat/Ems.

Qu'est-ce qui vous a motivée à entrer en politique ?

En tant que responsable de la plus grande entreprise du canton des Grisons, je fais tous les jours l'expérience des dysfonctionnements de notre politique nationale et de ses conséquences pour les entreprises et les citoyens. La politique fédérale actuelle est marquée par des connaissances superficielles et des décisions précipitées prises à la légère. Nous sommes entravés par la surréglementation et l'expansion constante de l'Etat.

« Il n'existe guère de branche économique qui ne souffre pas du flot de prescriptions et de mesures bureaucratiques. »

Il n'existe guère de branche économique qui ne souffre pas du flot de prescriptions et de mesures bureaucratiques. Les domaines de l'environnement et de la sécurité sont des exemples typiques. On peut en dire autant pour la souveraineté fiscale et le système social.

Pourquoi êtes-vous candidate dans le canton des Grisons ?

Comme dirigeante de la plus grande entreprise grisonne, je suis professionnellement et sur le plan privé étroitement liée à ce canton, et cela depuis plus de dix ans. Je sais donc par expérience ce qui ne va pas. Pour un canton périphérique comme celui des Grisons,

il n'est pas facile de se faire entendre à Berne. Je peux changer cela comme conseillère nationale.

Pour quelle Suisse vous engagez-vous ?

Je m'engage pour une Suisse indépendante et fédéraliste, pour une économie performante et une agriculture productive. Je veux me battre aux côtés d'élus politiques qui ont le courage de défendre les forces, les particularités et la liberté de la Suisse.

Voulez-vous suivre sur plan politique également l'exemple de votre père ?

Mon intention n'est pas de prendre la succession de mon père. Mon objectif premier est d'améliorer la politique fédérale. Cela est malheureusement toujours nécessaire malgré l'engagement intense de mon père durant plusieurs décennies. Je songe notamment aux négociations en cours avec l'UE dans le but d'imposer à la Suisse la reprise automatique de droit UE et de subordonner la Suisse à la juridiction de la Cour de justice UE. Un parlement avantageusement composé peut empêcher cela.

Quels sont les principaux défis à relever par l'industrie d'exportation ?

A côté de la menace de reprise de droit UE, je songe à la politique énergétique de la Confédération et aux innombrables nouvelles réglementations qui entravent la liberté d'action des entreprises. La Suisse doit conserver son taux d'imposition attractif, de même que son

efficace système de formation dual, mais en donnant plus de place aux mathématiques et aux sciences naturelles qui concernent précisément les secteurs de l'industrie d'exportation qui créent le plus d'emplois.

Comment jugez-vous les relations bilatérales Suisse-UE ?

La Suisse et son économie se portent beaucoup mieux sans un rattachement à l'UE qui nous empêche d'appliquer les solutions les plus efficaces. Une reprise automatique de droit UE supprime cette marge de manœuvre. Le système politique de l'UE n'est pas favorable à l'économie. Le peuple suisse a accepté l'initiative contre l'immigration de masse. Nous devons l'appliquer et les accords bilatéraux ne sont pas menacés pour autant. Il existe des solutions pratiques à ce niveau. Le Conseil fédéral et les autres partis refusent de les prendre en considération.

Il est beaucoup question du « tournant énergétique ». Votre avis à ce sujet ?

Je crois que le Conseil fédéral et de nombreux parlementaires ont entre-temps réalisé que la Stratégie énergétique 2050, qui subventionne si fortement les énergies solaire et éolienne que même la force

« Il n'est pas si difficile de faire une bonne politique. »

hydraulique n'est plus compétitive, n'est pas praticable. Ces milieux n'ont cependant pas le courage de l'admettre et de faire marche arrière. Aujourd'hui on engage des sommes énormes dans des mauvais investissements et on menace l'approvisionnement électrique de la Suisse. Nous ressentirons encore longtemps les effets de cette erreur stratégique !

Vous êtes mère de trois enfants et chef d'entreprise – comment conciliez-vous ces obligations ?

Comme toujours : je m'efforce de m'organiser le mieux possible. Il n'est pas si difficile de faire une bonne politique. Une bonne solution ne dépend pas de textes de lois aussi détaillés que possible !

« Le système politique de l'UE n'est pas favorable à l'économie. »
Magdalena Martullo-Blocher

- ▶ candidate au Conseil national dans les Grisons
- ▶ chef d'entreprise
- ▶ dirigeante Ems-Chemie membre du comité de l'Association Chimie, Pharmacie, Biotechnologie
- ▶ mariée, trois enfants
- ▶ née en 1969, domiciliée à Meilen et Lenzerheide



Cesser de criminaliser les automobilistes

Jusqu'ici les automobilistes se faisaient surtout ponctionner fiscalement. Aujourd'hui, ils sont en plus criminalisés. Le programme législatif Via sicura est à l'origine d'un véritable terrorisme d'amendes et d'interventions arbitraires dans la vie privée. Il faut corriger ce mauvais cap. Pressurés par une multitude d'impôts, de taxes et de redevances, les automobilistes sont considérés comme les vaches à lait de la nation.

« Les automobilistes sont considérés comme des vaches à lait. »

révélé par la suite qu'elle ne consommait pas régulièrement de l'alcool, l'autorité la considère désormais comme une alcoolique.

Non seulement elle paie une amende et se fait retirer son permis – ce qui est normal – mais en plus elle se voit imposer un mode de vie durant plusieurs années et notamment des règles strictes concernant sa consommation d'alcool. Elle doit régulièrement déposer des échantillons de ses cheveux pour analyse afin de déterminer sa

consommation d'alcool. Il s'agit là d'une mise sous tutelle inadmissible. Ou prenons l'exemple de ce jeune artisan qui, stressé parce qu'il devait déposer une offre dans les délais, a dépassé la limitation de vitesse sur une route sans trafic, donc sans danger. Le permis lui a été retiré pour plusieurs mois et une amende de 20 000 francs a été prononcée contre lui. Son existence professionnelle est en péril.

Une police pour les amendes et non pour la sécurité

Les automobilistes sont désormais criminalisés de manière totalement absurde. On compte aujourd'hui trois fois moins de morts sur les routes qu'il

ya trente ans. Durant cette même période, le nombre de condamnations pour infraction à la loi sur la circulation routière a triplé. Les retraits de permis de conduire ont fait un bond. Les amendes routières représentent aujourd'hui un poste fixe dans les budgets cantonaux et la police est

« Les automobilistes sont aujourd'hui criminalisés de manière absurde. »

chargée de veiller à ces rentrées qui atteignent quelque 700 millions de francs par an. Il est évident que cela n'a plus aucun rapport avec la sécurité routière. En réalité, la présence poli-

cière fait défaut dans d'autres domaines importants pour la sécurité.

Non à l'arbitraire

Il n'est pas tolérable que les automobilistes se fassent arbitrairement criminaliser, frappés d'amendes énormes et privés de leur permis de conduire pendant de longues périodes alors que, parallèlement, des cambrioleurs et des voleurs bénéficient de peines pécuniaires avec sursis. Des politiques qui ont perdu tout sens des réalités ont déclenché ce développement avec une législation totalement excessive baptisée Via sicura. Les excès grotesques de cette législation ratée doivent être corrigés dans les plus brefs délais.



Claude-Alain Voiblet, vice-président UDC Suisse, député, candidat au Conseil national, Lausanne (VD)

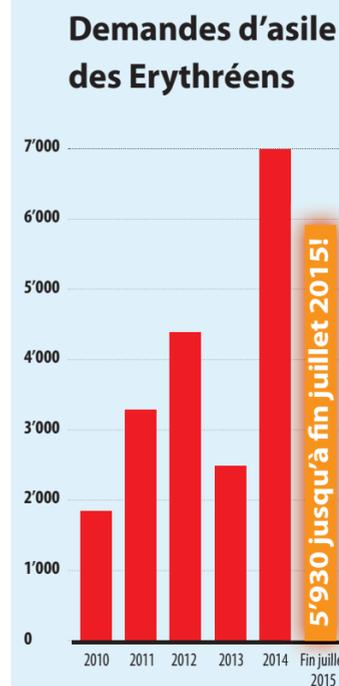
Une jeune femme boit trop d'alcool lors d'une sortie. La police l'arrête lorsqu'elle rentre chez elle sur son scooter et constate un taux d'alcoolémie de 1,6 pour mille. Bien que cette femme n'ait jamais enfreint la loi auparavant et que des analyses supplémentaires des cheveux et du sang aient

Asile : il faut agir immédiatement !

La situation dans le domaine de l'asile s'aggrave de jour en jour. De plus en plus de clandestins et de migrants économiques parviennent à entrer en Suisse grâce aux bandes de passeurs bien qu'ils ne soient nullement menacés dans leur pays d'origine. Les coûts de l'asile explosent et les cantons et les communes en supportent les conséquences à divers niveaux. Ce développement provoque une inquiétude croissante dans la population. L'UDC invite le département Sommaruga à agir enfin avec détermination et à appliquer les lois en vigueur.



La Confédération prévoit environ 30 000 demandes d'asile pour 2015. 60 % de ces personnes auront le droit de vivre durablement en Suisse, bien que la très grande majorité d'entre elles ne soient ni persécutées, ni menacées dans leur intégrité physique.



Le nombre de demandes d'origine érythréenne explose parce que la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga refuse d'appliquer la décision prise par le peuple en 2013 en vertu de laquelle l'objection de conscience n'est plus un motif d'asile.



Céline Amaudruz, conseillère nationale, Genève (GE)

La Suisse a une longue tradition d'accueil de réfugiés dont la vie ou l'intégrité physique est menacée. Cette tradition est cependant abusée et minée quand n'importe qui parvient à décrocher une autorisation à rester en Suisse juste pour bénéficier de conditions de vie meilleures que dans son pays d'origine. Or, c'est exactement ce qui se

passé depuis quelque temps et ce qui provoque un malaise et des tensions dans notre pays. Grâce aux frontières ouvertes, de plus en plus de personnes affluent en Suisse en cherchant avant tout à profiter des excellentes prestations sociales et médicales de notre pays.

De plus en plus d'abus

L'effet multiplicateur de cette mauvaise politique est énorme et ses conséquences deviennent insupportables :

- ▶ Deux tiers des requérants d'asile sont reconnus comme réfugiés ou admis provisoirement. Cette proportion était inférieure à un tiers en 2013 alors que la situa-

tion dans les principaux pays d'origine n'a guère changé.

- ▶ la majorité des requérants d'asile proviennent actuellement d'Erythrie. Il ne s'agit donc pas d'une région en guerre – comme la Syrie, par exemple – ainsi qu'on le prétend souvent.
- ▶ en comparaison internationale, la Suisse a reçu durant les trente années écoulées un nombre de demandes largement supérieur à la moyenne et a donc dû assumer des charges sensiblement

« La majorité des requérants d'asile proviennent actuellement d'Erythrie. »

plus élevées que la majorité des autres Etats européens.

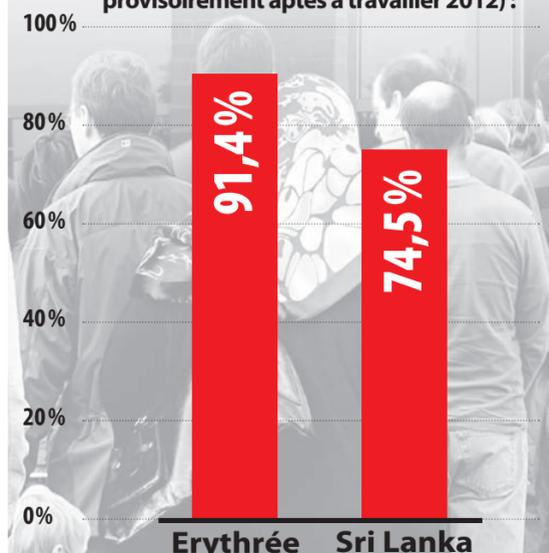
- ▶ les coûts annuels provoqués par l'industrie de l'asile et de l'aide au développement ont entre-temps atteint quelque 6 milliards de francs par an. A lui seul, le secteur de l'asile représente des charges annuelles estimées à trois milliards de francs.
- ▶ ces charges frappent de plus en plus les communes qui, après un petit nombre d'années, doivent assumer la totalité des coûts d'entretien, notamment au niveau de l'aide sociale.
- ▶ les abus sont toujours beaucoup trop nombreux. Un exemple : alors que les personnes du domaine de l'asile représentent

0,6% de la population, elles ont commis l'an passé 4% des violations du Code pénal.

« À la Berne fédérale, seule l'UDC se bat pour une politique d'asile rigoureuse et contre les abus qui ne cessent d'augmenter. »

Le constat est facile à faire : à la Berne fédérale, seule l'UDC se bat pour une politique d'asile rigoureuse et contre les abus qui ne cessent d'augmenter. Plus d'UDC au parlement signifie donc aussi moins d'abus et, partant, moins de coûts.

Quote-part de l'aide sociale (réfugiés et personnes admises provisoirement aptes à travailler 2012) :



A titre de comparaison, la proportion d'assistés sociaux parmi les citoyens suisses était de 2,2% en 2013.

(Source: réponse du Conseil fédéral à une intervention parlementaire de l'UDC)

Commentaire

Depuis 25 ans l'UDC se bat pour une politique rigoureuse à l'égard des étrangers et dans le domaine de l'asile.

Il est urgent d'imposer un moratoire d'au moins un an en politique d'asile. Concrètement : plus de reconnaissances de réfugiés et plus d'admissions provisoires pendant un an. Pour atteindre cet objectif, la Suisse doit à nouveau contrôler de manière autonome ses frontières et empêcher les immigrants clandestins d'entrer. Il s'agit d'appliquer enfin les dispositions légales en vigueur : une personne arrivant d'un Etat tiers sûr n'a pas droit à une procédure d'asile. En contrepartie, la Suisse peut augmenter son aide sur place. Les moyens financiers à cet effet sont disponibles puisque l'aide au développement est dotée d'un budget de 3 milliards de francs par an.

Limiter l'immigration

L'immigration doit être immédiatement gérée et réduite sensiblement comme l'exige l'initiative populaire « contre l'immigration de masse » approuvée par le peuple et les cantons. Les instruments nécessaires à cet effet, la clause de sauvegarde dans les accords, la préférence nationale et les contingents, sont inscrits dans la Constitution. Il faut également limiter les droits aux prestations sociales et au regroupement familial. Le mandat donné par le souverain au Conseil fédéral est clair et celui-ci doit enfin agir.

Jean-Pierre Grin, conseiller national, Pomy (VD)



Avez-vous des questions concernant les élections?



Hotline gratuite: **0800 002 444**

Informations gratuites et complètes!

A partir du 14 septembre et jusqu'au 17 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2015 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse?

Nous sommes à votre disposition du lundi au vendredi de 11.00 à 19.00 heures et le samedi de 09.00 à 15.00 heures.

Vos questions par courriel: elections@udc.ch

Rester libre - votez UDC!
www.udc.ch



L'UDC est le seul parti...

... qui garantit

- une limitation de l'immigration
- la suppression des abus dans le droit d'asile
- l'expulsion des criminels étrangers
- le refus de tout rattachement de la Suisse à l'UE

Donc, le 18 octobre

Votez UDC.

www.udc.ch

UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne, CCP: 30-8828-5



Concours

Jeu à découper et à renvoyer



Vignoble du Lavaux

N°



Rade avec le jet d'eau

N°



Pont de la Poya

N°



Musée paysan

N°



Le Cervin

N°



Oskar Freysinger

1



Guy Parmelin et Jean-Pierre Grin

2



Raymond Clottu

3



Céline Amaudruz et Yves Nidegger

4



Jean-François Rime

5

Nos élus UDC au Conseil national, tout comme l'UDC, sont attachés aux valeurs et au patrimoine de notre pays. Trouvez à l'aide des images de quel canton sont issus nos parlementaires romands ?

1^{er} prix : Repas pour deux personnes dans un restaurant de montagne

2^{ème} prix : Corbeille de produits du terroir

3^{ème} au 5^{ème} prix : Bon de voyage de 100 francs

www.welcometosvp.ch

Acheter maintenant la chanson

Welcome to SVP!

Envoyez un SMS avec le texte « SVP 2015 » au numéro 900.

1.50 fr. sera directement décompté sur ta facture de téléphone portable.

Je m'engage pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse.

- Je souhaite rejoindre l'UDC (une adhésion à l'UDC est comparable à l'adhésion à un club).
- Merci de m'envoyer le nouveau programme **2015 - 2019** de l'UDC Suisse.
- J'aimerais être informé/e sur les activités, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Merci de m'envoyer dès à présent votre newsletter à mon adresse E-Mail.
- Je souhaite soutenir l'UDC financièrement et faire un don de _____ francs sur le compte **(IBAN CH80 0900 0000 3000 8828 5, CCP 30-8828-5)**.
- Je soutiens l'initiative populaire « Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination) » Merci de m'envoyer _____ listes de signatures.
- Concours** : je veux uniquement participer au concours.
- Merci de m'envoyer un CD/DVD avec la chanson Welcome to UDC au prix de Fr. 5.-.

Nom / Prénom

Rue

NPA/Lieu

N° de téléphone

E-Mail

Date / Signature

Merci de renvoyer le formulaire à l'adresse suivante : UDC Suisse, Secrétariat général, case postale 8252, 3001 Berne, Tél. 031 300 58 58, Fax 031 300 58 59, E-Mail : info@udc.ch

www.facebook.com/UDCch

www.udc.ch





Notre objectif: votre sécurité

18

Nous nous engageons pour votre sécurité: pour une armée forte et bien équipée, pour la concentration des forces de police sur le combat contre la criminalité et pour l'expulsion systématique des délinquants étrangers.



Notre candidat au Conseil des Etats: Albert Rösti

12

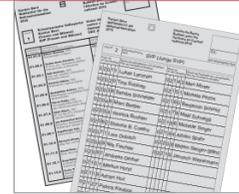
Avec le conseiller national Albert Rösti, docteur et ingénieur en agronomie, nous vous proposons pour le Conseil des Etats une personnalité hautement qualifiée, expérimentée et engagée – afin que le canton de Berne bénéficie d'une voix de droite forte!



Notre équipe du Conseil national – 46 têtes pour la Berne fédérale

14

De 18 à 42 ans, de l'extrémité est de l'Oberland bernois jusqu'à La Neuveville, de l'apprenti au chef d'entreprise en passant par l'étudiant: l'UDC – l'authentique parti du peuple!



Pour que Berne aille de l'avant!

Nous connaissons le canton de Berne comme un centre administratif et comme le siège du Palais fédéral. Mais Berne est aussi un site industriel et artisanal avec un immense potentiel. L'UDC bernoise se bat pour que ce potentiel soit exploité et pour que Berne soit un lieu où il fait bon vivre, habiter, travailler et politiser.



Offrant des paysages d'une grande diversité, le canton de Berne est beau, mais il ne dispose pas d'une marge financière suffisante. Les temps ont changé. Pour affronter l'avenir avec confiance, nous avons besoin d'un large éventail d'emplois et d'un sain développement décentralisé. Les centralisations de ces dernières années ont eu des effets négatifs: hausse des coûts, besoins supplémentaires de coordination et déplacements plus longs. Il est grand temps de corriger ce mauvais cap.

Seul un mélange équilibré d'agriculture, d'exploitations artisanales et d'entreprises hautement spécialisées garantit la création des plus-values nécessaires et, parallèlement, la qualité de la vie. Pour fonctionner, cette économie mixte a besoin d'un réseau de transport performant par la route et le rail, d'un approvisionnement énergétique sûr et avantageux grâce aux usines électriques bernoises et d'un mode d'imposition compétitif des entreprises. Voilà les objectifs de notre engagement.

Mais le canton doit aussi redevenir un lieu de domicile attractif. Un trop grand nombre de salariés bernois habitent aujourd'hui dans les cantons voisins. Ils y trouvent un avantage malgré les déplacements quotidiens, car ils paient moins d'impôts, de taxes et de redevances et souvent les logements sont moins chers que dans le canton de Berne. Ce dernier y perd des recettes fiscales et supporte de surcroît des coûts élevés en raison de la surcharge des infrastructures par le trafic pendulaire.

L'une des tâches centrales d'un canton attractif est d'assurer la sécurité de ses habitants. L'UDC exige depuis longtemps que la police et l'armée disposent de ressources suffisantes et que celles-ci soient engagées judicieusement. La lutte contre le terrorisme et la criminalité sont prioritaires. Ce qui compte aussi, c'est que les peines prononcées aient réellement un effet dissuasif et que les criminels étrangers condamnés soient expulsés.

L'UDC bernoise se bat de toutes ses forces pour un canton de Berne attractif comme site d'habitation, de travail et de production. Nous, les Bernoises et les Bernois, voulons voler de nos propres ailes et ne pas dépendre de la péréquation financière intercantonale.

Nous faisons avancer le canton de Berne – dans l'intérêt de toute la Suisse! Grâce à un succès électoral le 18 octobre! Merci de nous donner votre voix!

Werner Salzmann, Mülchi, Président de l'UDC du canton de Berne

Sicher und frei bleiben



SVP wählen

Nationalratswahlen
18. Oktober 2015

Liste **1** oder **2**



Aller de l'avant

En tant que présidente du Grand Conseil j'ai eu, l'an passé, l'occasion de mieux connaître notre magnifique canton dans toute sa diversité.



Dans chacune des régions que j'ai visitées, j'ai pu me rendre compte de tout ce que notre canton nous offre: deux langues, une infrastructure performante, des paysages intacts, des entreprises de haute technologie, des arts et métiers, des fermes bien entretenues, une Université, etc. Il s'agit de non seulement conserver ces avantages qui font l'attractivité du canton de Berne, mais surtout de les développer. A notre époque où tout va très vite, s'arrêter c'est reculer. Allons donc de l'avant! Mais tout en progressant, ne commettons pas l'erreur de suivre les yeux fermés toutes les tendances qui s'affichent. L'une d'entre elles porte le nom à la mode de "professionnalisation". Pour en illustrer un aspect négatif, je cite le dispositif de protection de l'enfant et de l'adulte. Le

canton de Berne a d'importants défis à moyen et à long terme à relever et il doit procéder à des adaptations ciblées, prudentes et novatrices pour accroître son attractivité dans la concurrence intercantonale et internationale.

L'UDC donne de précieuses impulsions à ce développement, que ce soit dans les finances cantonales, en politique de sécurité, dans la santé publique ou en politique économique. Cet engagement est très remarqué: selon le dernier classement de la société cantonale de l'industrie et du commerce, les députés UDC au Grand Conseil ont voté le plus près des intérêts économiques.

Nous nous engageons à tous les niveaux, de la commune jusqu'au Conseil national, pour faire avancer notre canton. Mais pour garantir le succès de notre politique de droite, il est important que nous soyons représentés le plus fortement possible dans tous les organes politiques.

A vous d'agir dans ce sens lors des élections au Conseil national et au Conseil des Etats du 18 octobre prochain! Nous vous remercions vivement par avance de nous donner votre voix.

Béatrice Struchen, députée au Grand Conseil, Epsach

Liberté et sécurité



Votez UDC

Liste **1** ou **2**



Elections au Conseil national
du 18 octobre 2015



Albert Rösti – votre conseiller aux

Albert Rösti est un conseiller aux Etats pour toutes les Bernoises et tous les Bernois. Fils de paysan, il a grandi à Kandersteg et connaît les bons et les moins bons côtés de l'agriculture. En tant que père de famille et élu communal, il a pu se familiariser avec les besoins et les préoccupations de la population. Collaborateur cadre pendant de nombreuses années, il est au fait du canton de Berne et de son administration. Conseiller national, ancien directeur PSL et actuel propriétaire d'une Sàrl, Albert Rösti est aussi parfaitement introduit dans le monde de la politique et de l'économie.



Albert Rösti et sa famille

Albert Rösti est marié et père de deux enfants (André Albert, né en 1996; Sarina Theres, née en 2000). Il connaît sa femme Theres depuis le gymnase. Elle le soutient et assure les arrières pour lui permettre de se consacrer à sa profession et à la politique, mais le contraire est vrai aussi: quand Theres Rösti fait son travail de Flight Attendant dans la compagnie Swiss, il s'occupe des deux enfants.

Albert Rösti ne s'engage pas seulement dans sa famille et en politique, mais s'active aussi pour diverses organisations comme le Centre de ski nordique de Kandersteg, la Fondation pour une politique de droite, l'Action pour une politique énergétique raisonnable et l'Association pour l'économie de l'Oberland bernois.

Un dirigeant performant avec des racines campagnardes

Malgré ou plutôt à cause de sa formation (docteur en sciences techniques de l'EPF, ingénieur agronome EPF, MBA Bern/Rochester), Albert Rösti a gardé des liens forts avec ses origines campagnardes. Sa carrière professionnelle en témoigne: il était enseignant et conseiller à l'école d'agriculture de montagne de Hondrich, membre des cadres de l'OAN, secrétaire général de la direction de l'économie publique du canton de Berne et directeur PSL. A

son propre compte depuis 2013, il dirige la Sàrl Büro Dr. Rösti qui propose des services dans les domaines des affaires publiques et de la gestion de projets ainsi que des conseils économiques et politiques.

Albert Rösti a engrangé très tôt des succès non seulement professionnels, mais aussi politiques et académiques. En 1997, l'EPF Zurich lui a décerné une médaille d'or pour son travail de diplôme. Il a mené à terme la difficile restructuration de la direction de l'économie publique et, comme directeur des Producteurs suisses de lait (PSL), il a réussi à défendre l'allocation pour la transformation de lait en fromage et l'indemnité pour l'interdiction de l'ensilage. En 2011, il a été élu au Conseil national – sans avoir occupé préalablement une fonction politique au niveau cantonal – après une campagne personnelle très engagée et, depuis 2014, il est président de la commune d'Uetendorf.

Engagement national pour la Suisse et l'UDC

L'UDC Suisse s'est, elle aussi, rendu compte très vite des qualités d'Albert Rösti et l'a nommé chef de la campagne nationale pour les élections fédérales 2015. Depuis, Albert Rösti sillonne toute la Suisse et à plusieurs reprises il a montré qu'il était aussi parfaitement à l'aise devant les caméras de la télé-

sion. Il va de soi qu'il intervient également dans le canton de Berne et ses manifestations «Rösti avec Rösti» ont rencontré un vif succès au début de l'été.

Eloges également des médias et des adversaires politiques

Modeste, réfléchi, vif, éloquent, parfaitement poli, précis et communicatif, aimable, prévenant, réservé – voilà comment Albert Rösti est décrit dans les médias. Ses adversaires politiques ont également des mots élogieux pour lui comme on a pu le lire dans un article de la «Schweizer Illustrierte» (07.10.2013): «Un élu politique aimable et recherchant le consensus», relève le conseiller national PS Beat Jens qui siège avec Albert Rösti dans la commission de l'environnement et de l'énergie. Son ancien camarade de parti, le conseiller national bernois PBD Hans Grunder, le qualifie de «personnalité parfaitement honnête». C'est dire qu'Albert Rösti a aussi de grandes qualités humaines!

Vous le voyez bien:

Avec Albert Rösti nous proposons pour le Conseil des Etats un homme dévoué à sa famille et performant en politique et dans la vie professionnelle. Il mérite vraiment votre voix!





Etats pour le canton de Berne



Un large comité soutient Albert Rösti

Adolf Ogi, ancien conseiller fédéral, Fraubrunnen; Markus Aebi, Hellsau; Andreas Aebi, Alchenstorf; Hans Aeschbacher, Gümligen; Hanspeter Aeschlimann, Walkringen; Fritz Affolter, Aarberg; Fritz Allenbach, Reichenbach; Silvia Altherr, Blumenstein; Adrian Amstutz, Sigriswil; Madeleine Amstutz, Schwanden; Daniel Andres, Aarwangen; Rita Arnold, Biel; Ueli Augstburger, Bern; Ueli Augstburger, Gerzensee; Romy Augstburger, Gerzensee; Fabian Bader, Seftigen; Hansruedi Bähler, Grosshöchstetten; Walter Balmer, Rosshäusern; Alfred Bärtschi, Lützelflüh; Bertha Bärtschi, Lützelflüh; Urs Bärtschi, Boll; Margrit Bärtschi, Boll; Kurt Baumann, Lützelflüh; Fritz Baumgartner, Walkringen; Jean-Daniel Benoit, Romont; Roland Benoit, Corgémont; Christoph Berger, Aeschi b. Spiez; Daniel Berger, Cortaillod; Ursula Berger-Wüthrich, Schwarzenegg; Hanspeter Berli, Hünibach; Henri-Charles Beuchat, Bern; Hans Beutler, Lohnstorf; Yves Bichsel, Uetendorf; Eva Bichsel, Uetendorf; Daniel Bichsel, Zollikofen; Hans Ulrich Bieri, Oberhofen; Ulrich Blatter, Meiringen; Jean Bögli, Tramelan; Martin Bohren, Spiez; Peter Brand, Mühlenbuchsee; Peter Brand, Lauenen; Hans Brechbühl, Steffisburg; Walter Brog, Innertkirchen; Susi Brog, Innertkirchen; Erwin Brönnimann, Kaufdorf; Kurt Bruderer, Nidau; Hans Brügger, Höfen b. Thun; Verena Bruhin, Uetendorf; Roland Brunner, Wiler; Jolanda Brunner, Spiez; Toni Brunner, Landiswil; Armin Buchenel, Ins; Heinrich Burkhalter, Linden; Rolf Burkhalter, Boll; Roland Burkhalter, Bern; Michael Bürki, Riggisberg; Hans Bürki, Uetendorf; Christian Bürki, Uetendorf; Helene Bürki, Uetendorf; Ralph Burlon, Langenthal; Andreas Burren, Langenhäusern; Beatrice und Joe Burri, Muri b. Bern; Marianna Bütschi, Frutigen; Franz Christ, Interlaken; Roland Christen, Langenthal; Paul Christen, Langenthal; Joseph Crettenand, Zollikofen; Michael Dähler, Thun; Roberto Di Nino, Langenthal; Regula Di Nino, Langenthal; Dorothea Dietrich, Aeschi; Walter Dietrich-Zürcher, Därligen; Adrian Dillier, Biel/Bienne; Lorenz Dreyer, Weissenburg; Peter Dubach, Rüegsauschachen; Lars Dubach, Rüegsauschachen; Thomas Dummermuth, Meiringen; Fred Dummermuth, Meiringen; Therese Dummermuth, Meiringen; Hans Eggimann, Auswil; Christoph Fankhauser, Walkringen; Werner Fankhauser, Grosshöchstetten; Silvia Fankhauser, Walkringen; Michael Feldmann, Langenthal; Alexander Feuz, Bern; Nils Fiechter, Frutigen; Gerhard Fischer, Meiringen; Hanspeter Flück, Meiringen; Franz Flückiger, Langenthal; Monika Flückiger, Schüpfen; Hans Rudolf Flühmann-Dähler, Brienz; Naemi Frei, Zollikofen; Fritz Freiburghaus, Rosshäusern; Patrick Freudiger, Langenthal; Beatrice Frey, Oberhofen; Rudolf Friedli, Bern; Willi Frommenwiler, Thun; Thomas Fuchs, Bern; Simon Fuhrer, Meiringen; Hans Gafner, Beatenberg; Hanspeter Gafner, Utzigen; Emile Gauchat, Nods; Marlène Geiser, Bolligen; Willy Geiser, La Cibourg; Andrea Geissbühler, Bärswil; Regula-Monika Geissbühler, Niederwangen; Willi Gerber, Wichtrach; Fritz Gerber, Langnau i. E.; Thomas Gerber, Schwarzenegg; Beat Gerber, Schwarzenegg; Brigitte Gerber, Biglen; Stefan Gerber, Biglen; Markus Gerber, Bellelay; André Gerteis, Neuenegg; Marlis Gerteis, Neuenegg; Peter Gertsch, Faulensee; Peter Gfeller, Kappelen; Uli Gfeller, Schangnau; Roman Gimmel, Thun; Isabel Glauser, Thierachern; Henri Gobat, Court; Walter Gobeli, St. Stephan; Anne-Caroline Graber, La Neuveville; Samuel Graber, Horrenbach; Ramona Graber, Horrenbach; Fritz Graf, Steffisburg; Rudolf Graf, Aarwangen; Hans-Ulrich Gränicher, Bern; Hans Ulrich Grossniklaus, Steffisburg; Christian Grossniklaus, Beatenberg; Andres Grossniklaus, Matten b. Interlaken; Daniel Grossniklaus, Meiringen; Martina Grütter-Born, Uetendorf; Andrea Gschwind-Pieren, Lyssach; Roland Guazzini, Farnern; Samy Gugger, Heimenschwand; Lars Guggisberg, Kirchhändach; Ruedi Guggisberg, Kirchhändach; Werner Günter, Thörigen; Miriam Gurtner, Konolfingen; Rita Gygax-Schwarz, Hinterkappelen; Maria Gyger, Eriz; Gottfried Habermayr, Thun; Andreas Hadorn, Forst-Längenbühl; Peter Hanni, Goldiwil; Heinz Hänni, Oberhofen; Fritz Hari, Reichenbach; Therese Haueter, Hünibach; Hans Rudolf Hausammann, Ostermundigen; Martin Hauser, Ostermundigen; Hans-Peter Häusler, Brasilien; Roland Häusler, Thun; Verena Häusler, Thun; Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee; Werner Heiniger, Ursenbach; Dieter Herrmann, Büren an der Aare; Erich Hess, Bern; Heinz Hirschi, Gümligen; Eduard Hirt, Oberhofen; Stefan Hofer, Bern; Niklaus Hofer, Schliern; Bernhard Hofer, Tschugg; Ellen Holzer, Meiringen; Fritz Holzer, Meiringen; Willy Horisberger, Auswil; Markus Horst, Rosshäusern, Süri; Max Hubschmid, Madiswil; Barbara Huggler, Meiringen; André Humbert, Lamperswil; Ueli Hunziker, Schüpfen; Paul Hunziker, Seftigen; Jürg Hurni, Golaten; Walter Huttmacher, Lauperswil; Jolande Imhof, Bern; Kathrin Imobersteg, Spiez; Paul Indermühle, Aeschi b. Spiez; Peter Iseli, Mülchi; Ulrich Iseli, Madiswil; Jürg Iseli, Zwieselberg; Laurent Jacot, Villeret; Ulrich Jäggi, Melchnau; Roland Jakob, Bern; Albrecht Jakob-Käsermann, Bätterkinden; Ruth Jakob-Käsermann, Bätterkinden; Heidi Jau, Tavannes; Paul-André Jeanfavre, Sonceboz-Sombeval; Rolf Jenni, Gümligen; Eduard Jeremias, Thun; Ulrich Johner, Meiringen; Jörg Jost, Zollbrück; Niklaus Jufer-Zysset, Aefligen; Heinz Kämpfer, Affoltern i. E.; Lotte Käppeli-Grünig, Thun; Beat Käser, Obersteckholz; Martina Käser-Sigrist, Walterswil; Maya Kaufmann, Bützberg; Heinz Kissling, Langenthal; Etienne Klopfenstein, Corgémont; Fritz Knecht, Fahrni b. Thun; Hans Peter Knöpfel, Konolfingen; Ernst Kohler-Künzler, Schattenhalb; Hans Peter Koller, Lotzwil; Heidi Koller Seiler, Oberhofen; Hans König, Häusermoos; Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg; Therese Krähenbühl, Unterlangenegg; Stefan Krebs, Lyssach; Charlotte Krummen, Rosshäusern; Hugo Kummer, Burgdorf; Bethli Küng-Marmet, Saanen; Christoph Kunz, Matten b. Interlaken; Max Lang, Sigriswil; Simon Langenegger, Langnau i. E.; Samuel Langenegger, Langnau i. E.; Andreas Lanz, Thun; Raphael Lanz, Thun; Heinz Lanz, La Ferrière; Lukas Lanzrein, Gwatt; Martin Lerch, D-Berlin; Eric Lerch, Courtelary; Jakob Leuenberger, Matten; Daniela Liebi-Fankhauser, Schwanden; Jolanda Luginbühl-Rösti, Aeschi; Hansueli Luginbühl, Aeschi; Christoph Lüthi, Bleiken; Michael Lüthi, Bleiken; Alfred Lüthi, Kirchberg; Hans Peter Lüthi, Oberburg; Christoph Lüthi, Bleiken; Arnold Lüthi, Thun; Hanna Lüthi, Thun; Martin Marggi, Thun; Jürg Marti, Schönbühl-Urtenen; Willy Marti, Kallnach; Brigitte Martinelli, Oberburg; Andreas Matter, Muri b. Bern; Herbert Mauerhofer, Laupen; Manni Meier, Spiez; Walter Messlerli, Interlaken; Alexander Michel, Meiringen; Jürg Michel, Lyss; Andreas Moor, Hasliberg-Wasserwendi; Helena Morgenthaler, Langenthal; Trudi Mösching, Uetendorf; Heinz Mösching, Uetendorf; Rolf Mösching, Uetendorf; Men Moser, Bern; Hansjürg Moser, Frutigen; Peter Moser, Merligen; Werner Moser, Landiswil; Hans Moser, Gurzelen; Hans Moser, Biglen; Verena Moser, Biglen; Werner Moser, Landiswil; Elisabeth Moser, Landiswil; Hans-Rudolf Mühlemann, Kehrsatz; Bruno Müller, Fraubrunnen; Margrit Müller, Fraubrunnen; Bernhard Müller, Zollbrück; Martin Müller, Sierre; Anton Müller, Blumenstein; Klaus Münger, Uttigen; Felix Neuenschwander, Signau; Christoph Neuhaus, Bern; Therese Niederberger, Bern; Bernhard Niklaus, Worb; Stephan Niklaus, Walkringen; Susanne Niklaus, Walkringen; Dr. Kurt Nüesch, Bern 6; Maxime Ochsenbein, Reconvilier; Barbara Oehrli, Teuffenthal; Ferdinand Oehrli, Teuffenthal; Fritz Abraham Oehrli, Teuffenthal; Lynda Oehrli, Signau; Markus Oehrli, Signau; Hans Oppliger, Thun; Manuel Otter, Wilderswil; Aliko Panayides, Ostermundigen; Christoph Peter, Bärau; Nadja Pieren, Burgdorf; Ursula Pieren, Burgdorf; Walter Pieren, Burgdorf; Casimir Platzer, Kandersteg; Beatrice Pulver, Walkringen; Hansjörg Rätz, Rapperswil; Daniel Reichenbach, Aeschi; Franziska Reichenbach, Aeschi; Walter Reinmann, Graben; Peter Reusser, Schwarzenegg; Susanna Reusser, Schwarzenegg; Fritz Reusser jun., Unterlangenegg; Adrian Rieder, St. Stephan; Roland Rieder, Lenk; Jürgen Ritschard, Unterseen; Tina Rosenberger, Gümligen; Hans Rösti, Kandersteg; Toni Rösti, Kandersteg; Fritz Rothen, Oberbalm; Philippe Röthlisberger, Reconvilier; Alain Röthlisberger, Reconvilier; Claude Röthlisberger, Reconvilier; Beat Rubin, Wilderswil; Sacha Ruchti, Orschwaben; Jürg Ruef, Lotzwil; Margrit Ruef, Lotzwil; Susanne Rüegsegger, Riggisberg; Erwin Ryfibauch, Guttannen; Martin Ruoff, Seftigen; Ursula Ruoff, Seftigen; Christian Rychen, Bolligen; Beat Rychener, Uetendorf; René Ryser, Gstaad; Sandra Ryser-Liebi, Thun; Hansruedi Sägesser, Lyssach; Alfred Sahli, Gümligen; Werner Salzmann, Mülchi; Hans Ueli Salzmann, Oberburg; Thomas Saurer, Sigriswil; Ursula Saurer, Steffisburg; Albert Schaller, Langenthal; Hansruedi Schär, Bleienbach; Rudolf Schär, Thun; Beat Scheidegger, Les Reussilles; Daniel Schenk, Thun; Lars Schlapbach, Langenthal; Martin Schlup, Schüpfen; Hans Schmid, Achseten; Peter Schmid, Wimmis; Walter Schmied, Moutier; Pierre Alain Schnegg, Champoz; Urs Schneider, Bätterkinden; Sandra Schneider, Biel; Rolf Schneider, Uetendorf; Jean-Pierre Schönenberg, Thun; Armin Schulthess, Uttigen; Urs Schumacher, Treiten; Markus Schüpbach, Zäziwil; Britta Schüpbach, Zäziwil; Jürg Schürch, Huttwil; Heinz Schwab, Lobsigen; Hans Rudolf Schweizer, Utzigen; Hans-Ulrich Schweizer, Gümligen; Daniel Seematter, Saxeten; Hanspeter Seiler, Oberhofen; Peter Siegenthaler, Münsingen; Heinz Siegenthaler, Blumenstein; Pascal Siffringer, Reconvilier; Beat Singer, Utzenstorf; Rolf Singer, Utzenstorf; Hansruedi Spichiger, Bern; Brigitte Stäheli, Uetendorf; Rolf Stäheli, Uetendorf; Robert Stämpfli, Langenthal; Markus Steiner, Fraubrunnen; Fritz Steinmann, Trimstein; Daniela Stettler, Steffisburg; Ueli Stoller, Reichenbach; Melchior Stoller, Neuenegg; Peter Straub, Belp; Fridolin Süess, Uettligen; Walter Sutter, Langnau i. E.; Fredi Tanner, Kirchberg; Marc Tobler, Moutier; Patrick Tobler, Moutier; Flavio Torti, Reconvilier; Christoph Trachsel, Reichenbach; Ulrich Trösch, Aarwangen; William Trösch, Langenthal; Peter R. Tschantré, Worb; Franz Uebersax, Rüttschelen; Ueli Utiger, Moosseedorf; Ernst Voegeli, Unterseen; Rita Vögeli, Ringoldswil; Walter Vögeli, Ringoldswil; Marc Voiblet, Reconvilier; Werner von Bergen, Meiringen; Kurt von Känel, Aeschried; Christian von Känel, Lenk; Erich von Siebenthal, Gstaad; Hans von Wurstemberger, Lützelflüh; Käthi Wälchli, Obersteckholz; Hans Wälchli, Obersteckholz; Ursula Walther, Thun; Martin Wälti, Worb; Ulrich Wälti, Bolligen; Beat Wampfler, Burgdorf; Hansruedi Wandfluh, Frutigen; Berti Wandfluh, Kandergrund; Nicolas Weber, Uetendorf; Prisca Weber, Uetendorf; Robert Weber, Bätterkinden; Daniela Weber, Thun; Ingrid Weber, Thun; Roland Wehinger, Kehrsatz; Hans Wenger, Zwischenflüh; Hansueli Wenger, Fahrni; Hermann Weyeneth, Jegenstorf; Janosch Weyermann, Utzenstorf; Mirjam Wüthrich, Burgdorf; Marc Wyss, Bern; Marianne Wyss, Bern; Fritz Wyss, Wengi b. Büren; Beat Wyss, Burgistein; Kilian Wyssen, Matten i. Simmental; Brigitte Zahnd, Schönried; Fabian Zaugg, Freimettigen; Alfred Zaugg, Lützelflüh; Ulrich Zaugg, Lützelflüh; Nadja Zbinden, Vinelz; Ruth Zumbrennen, Mülchi; Daniel Zumstein, Attiswil; Tina Zumstein, Attiswil; Daniel Zürcher, Emmenmatt

Albert Rösti

- ▶ née en 1967
- ▶ Ingénieur dipl. en agriculture EPFZ, Dr en sc. tech.; MBA Université Rochester (USA) et Berne
- ▶ Conseiller national et syndic d'Uetendorf
- ▶ Indépendant; Bureau Dr Rösti Sàrl, consultant en économie et en politique
- ▶ Directeur des Producteurs Suisses de Lait jusqu'en 2013
- ▶ Secrétaire général de la Direction de l'économie publique du canton de Berne jusqu'en 2006
- ▶ Enseignant à l'école d'agriculture et conseiller agricole de l'École des paysans de montagne jusqu'en 1998

Franchissons donc la barrière de Roesti:



RÖSTI MIT RÖSTI

**Jetzt gratis bestellen:
Das Röstirezept-Büchli!**

Per Mail:
weber@albertroesti.ch

Per Post:
Büro Dr. Rösti GmbH
Bahnhofstrasse 10
3661 Uetendorf

Bitte Name, Zustelladresse und Anzahl Büchli angeben.




Rösti-Basis-Rezept

Für 4 Personen:

1 kg Gschwellti vom Vortag aus festkochenden Kartoffeln
1 TL Salz
3 EL Bratbutter

Gschwellti schälen und an der Röstiraffel in eine Schüssel raffeln, salzen. Bratbutter in einer beschichteten Bratpfanne erhitzen. Kartoffeln locker beifügen, bei kleiner Hitze 10 – 15 Minuten anbraten, ab und zu mit der Bratschaufel wenden. Kartoffeln zu einem Kuchen zusammenfügen und bei kleiner Hitze weiterbraten, bis eine schöne, braune Kruste entstanden ist. Mit einem grossen Teller oder einer runden Platte wenden und auf der zweiten Seite ca 12 – 15 Minuten braun werden lassen.

Servieren und geniessen und Albert Rösti in den Ständerat wählen.



Des têtes expérimentées au Conseil national

Jura bernois



facebook.com/manfred.buehler
Twitter: BuehlerdBE

Manfred Bühler 01.01.5
www.manfredbuehler.ch

1979, Cortébert
Avocat
Député, président de commune, membre du Conseil du Jura bernois, responsable du réseau Parcs bernois, comité Service de conseil mères et pères BE

Jura bernois



facebook.com/annecaroline.graber
Twitter: ACGraber

Anne-Caroline Graber 01.02.3
www.anne-caroline-graber.ch

1976, La Neuveville
Dr en sciences politiques, enseignante de commerce
Députée, présidente de la députation du Jura bernois

sortant



Andreas Aebi 01.03.1
www.aebi-andreas.ch

1958, Alchenstorf
Agriculteur avec diplôme fédéral, formateur d'apprentis, chef d'entreprise
Présid. Commi. de politique extérieure du CN 2012/13, présid. Délégation parl. OSCE, présid. Communauté de travail des éleveurs suisses de bétail, présid. CO Fête fédérale de lutte et des jeux alpestres 2013 Berthoud

sortant



Adrian Amstutz 01.04.0
www.adrian-amstutz.ch

1953, Schwanden ob Sigriswil
Chef d'entreprise
Président du groupe parlementaire transports routiers ASTAG, membre du conseil exécutif Swiss Olympic, membre du conseil de fondation REGA

sortant



Andrea Geissbühler 01.05.8
www.andreageissbuehler.ch

1976, Bärswil
Pédagogue en équitation, jardinière d'enfants et ancienne agente de police
Présidente de l'association faitière Abstinence de drogues, co-présidente de l'intergroupe parlementaire Biodiversité/Protection des espèces

facebook.com/peter.brand.391
Twitter: PeterBrandCH



Peter Brand 01.11.2
www.peter-brand.ch

1958, Münchenbuchsee
Notaire
Président du groupe UDC au Grand Conseil, président de la Fédération immobilière du canton de Berne
Membre de l'intergroupe parlementaire Economie

facebook.com/walter.brog



Walter Brog 01.12.1
www.walterbrog.ch

1967, Innertkirchen
Chef d'entreprise
Président de commune, membre du conseil d'administration Entreprises électriques Oberhasli DAS
Président CI Cols alpestres

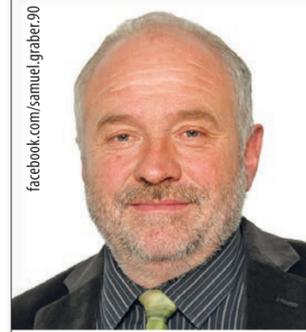
facebook.com/thomas.fuchs.908579
Twitter: ThomasFuchsSVP



Thomas Fuchs 01.13.9
www.nein.eu

1966, Bern-Niederbottigen
Economiste d'entreprise ES, administrateur de la Fédération des contribuables, gestionnaire immobilier
Député, membre de la commi. de justice, colonel, prési. des Samaritains du canton de Berne, PIKOM et Pro Libertate, membre PME et Fédération immobilière

facebook.com/samuel.graber90



Samuel Graber 01.14.7
www.samuelgraber.ch

1960, Horrenbach
Paysan de montagne
Député, membre de la CdG
Présid. Association suisse des éleveurs de veaux, membre du comité de la commi. spécialisée Economie de bétail, présid. de la Société de protection des animaux Thoune

facebook.com/lars.guggisberg
Twitter: larsguggisberg



Lars Guggisberg 01.15.5
www.larsguggisberg.ch

1977, Kirchlindach
Avocat, administrateur
Député
Comité Spitex canton de Berne
Comité TCS du canton de Berne, comité des arts et métiers de Kirchlindach-Meikirch
Membre de la direction Nouvelle école secondaire de Berne

Kanton Bern
Wahlzettel für die Nationalratswahlen 2015

Canton de Berne
Bulletin pour l'élection du Conseil national 2015

Liste Nr. 1

Schweizerische Volkspartei Kanton Bern (Frauen und Männer) SVP (Frauen und Männer)

Union démocratique du centre canton de Berne (femmes et hommes) UDC (femmes et hommes)

Kandidaten-Nr. N° des cand.	Kandidatenname Nom des candidats et candidates	Kandidaten-Nr. N° des cand.	Kandidatenname Nom des candidats et candidates
01.01.5	Bühler Manfred, 1979, Rechtsanwalt, Cortébert	01.14.7	Graber Samuel, 1960, Bergbauer, Horrenbach
01.02.3	Graber Anne-Caroline, 1976, Dr.ès.sc.pol., diplômée en relations internationales, La Neuveville	01.15.5	Guggisberg Lars, 1977, Fürsprecher, Geschäftsführer, Kirchlindach
01.03.1	Aebi Andreas, 1958, Eidg. dipl. Landwirt, Unternehmer, Alchenstorf (bisher)	01.16.3	Hadorn Christian, 1954, Unternehmer, Ochlenberg
01.04.0	Amstutz Adrian, 1953, Unternehmer, Sigriswil (bisher)	01.17.1	Hess Erich, 1981, Unternehmer, Lastwagenführer, Bern
01.05.8	Geissbühler Andrea, 1976, Reitpädagogin, ausgebildete Polizistin, Bärswil (bisher)	01.18.0	Iseli Jürg, 1964, Meisterlandwirt, Zwieselberg
01.06.6	Pieren Nadja, 1980, Führungsfachfrau eidg. FA, dipl. Kleinkinderzieherin, Burgdorf (bisher)	01.19.8	Knutti Thomas, 1973, Bergbauer, Berufsfahrer, Weissenburg
01.07.4	Rösti Albert, 1967, Dr. Ing. Agr. ETH, Gemeindepräsident, Uetendorf (bisher)	01.20.1	Lanz Raphael, 1968, Stadtpräsident, Dr. iur., Thun
01.08.2	von Siebenthal Erich, 1958, Bergbauer, Betriebsleiter Bergbahn Wasserngrat, Gstaad (bisher)	01.21.0	Marti Willy, 1957, Geschäftsführer Holzbaubetrieb, Kallnach
01.09.1	Augstburger Ueli, 1959, Meisterlandwirt, Betriebsleiter, Gerzensee	01.22.8	Rüegsegger Hans Jörg, 1970, Landwirt, Agro-Techniker HF, Riggsberg
01.10.4	Bärtschi Alfred, 1965, Eidg. dipl. Landwirt, Lützelflüh	01.23.6	Salzmann Werner, 1962, dipl. ing. agr. FH, Chefexperte Landwirtschaft, Mülchi
01.11.2	Brand Peter, 1958, Notar, Münchenbuchsee	01.24.4	Schlup Martin, 1960, Meisterlandwirt, Lastwagenführer, Schüpfen
01.12.1	Brog Walter, 1967, Unternehmer, Gemeindepräsident, Innertkirchen	01.25.2	Struchen Béatrice, 1961, Bäuerin, Epsach
01.13.9	Fuchs Thomas, 1966, Betriebswirtschaftler HF, Geschäftsführer Bund der Steuerzahler, Niederbottigen		

Apparentement de listes 1, 2, 24
Listes sous-apparentées 1, 2

Listenverbinding 1, 2, 24
Unterlistenverbinding 1, 2

www.svp-bern.ch



Elections au Conseil des Etats du 18 octobre 2015

Kanton Bern Wahl von 2 Mitgliedern des Ständerates 2015
Amtlicher Wahlzettel

Canton de Berne Election de 2 membres du Conseil des Etats 2015
bulletin officiel

V U L

1. **Albert Rösti**

2. -

Für die gleiche Kandidatin/für den gleichen Kandidaten kann nur eine Stimme abgegeben werden.
Das Kumulieren (mehrfache Stimmabgabe für die gleiche Person) ist bei den Ständeratswahlen nicht gestattet.

On ne peut attribuer qu'un suffrage au même candidat ou à la même candidate.
L cumul (plusieurs suffrages pour la même personne) n'est pas autorisé pour les élections au Conseil des Etats.





sortant

Nadja Pieren 01.06.6
www.nadja-pieren.ch

1980, Berthoud
Cadre avec diplôme fédéral, éducatrice diplômée de la petite enfance, chef d'exploitation
Conseillère municipale, vice-présidente UDC Suisse, présidente de l'association des maraîchers des cantons de Berne et de Fribourg, présidente de l'association professionnelle du commerce de viande du canton de Berne



sortant

Albert Rösti 01.07.4
www.albertroesti.ch

1967, Uetendorf
Dr et ing. en sciences agricoles EPFZ, MBA Berne et Rochester (USA), président de commune
Président de l'Association d'économie publique de l'Oberland bernois, président du Centre national de ski nordique Kandersteg, président AVES Suisse



sortant

Erich von Siebenthal 01.08.2
www.erichv7thal.ch

1958, Gstaad
Paysan de montagne, chef d'exploitation des remontées mécaniques Wassengrät
Président de la Société suisse d'économie alpestre SAV, Président de l'Association des propriétaires forestiers du canton de Berne, Président BEO Bois, Vice-président de l'Union des paysans du canton de Berne



Ueli Augstburger 01.09.1
www.ueliugstburger.ch

1959, Gerzensee
Maître-agriculteur, chef d'exploitation
Député, membre du conseil de l'éducation du canton de Berne,
Comité Oda AgriAlForm CH, présid. comité de surveillance des cours inter-entreprises, comité des écoles de musique du canton de Berne, comité consultatif Haute école spécialisée Santé



Alfred Bärtschi 01.10.4
www.baertschi-waldhaus.ch

1965, Lützelflüh
Agriculteur avec diplôme fédéral, formateur professionnel
Député, présid. des éleveurs de bétail Lützelflüh, vice-présid. de l'association bernoise de correction des eaux, présid. de la coopérative des propriétaires fonciers de Waldhaus, viceprésid. du club suisse des chiens de l'Entlebuch



Christian Hadorn 01.16.3
www.christian-hadorn.ch

1954, Ochlenberg
Chef d'entreprise
Député, membre de la CdG
Comité Association BERNbilingue
Vice-président Atelier protégé Madiswil
Comité Swissmechanic Berne/Bienne
Président CdG Ecole de police internationale Hitzkirch



facebook.com/Erich-Hess.31
Twitter: @Erich_Hess

Erich Hess 01.17.1
www.erichhess.ch

1981, Berne
Chef d'entreprise et administrateur
Chauffeur de camion
Député et membre de la CdG, conseiller municipal, présid. des Jeunes UDC du canton de Berne, vice-présid. du service de transport des samaritains Berne-Bienne-Thoune
«Oui à la Suisse – Non à l'adhésion à l'UE»



Jürg Iseli 01.18.0
www.iseli-gluetsch.ch

1964, Zwiesselberg
maître-agriculteur
Député, président de la Commission des finances
Vice-président de l'Union des paysans de Thoune, grand comité de l'Union des paysans du canton de Berne, comité de la circonscription électorale Thoune UDC



Thomas Knutti 01.19.8
www.thomas-knutti.ch

1973, Weissenburg
Paysan de montagne, chauffeur professionnel
Député, vice-président de la commune de Därstetten
Président CI Approvisionnement hospitalier, président de l'association de la circonscription électorale Oberland, vice-président de l'Union des paysans du Niderrimental



Raphael Lanz 01.20.1
www.raphaelanz.ch

1968, Thoune
Président de la ville de Thoune
Dr en droit, avocat
Député
Divers mandat de comités et de conseils d'administration



Willy Marti 01.21.0

1957, Kallnach
Administrateur d'une entreprise de construction en bois
Député
Association des arts et métiers Kallnach, Association Construction en bois Suisse



Hans Jörg Rüeeggger 01.22.8
www.hjrueeggger.ch

1970, Riggisberg
Agro-technicien ES, chef d'exploitation
Député, président Union des paysans du canton de Berne
Comité Union suisse des paysans, comité de l'Association suisse pour un secteur agricole et alimentaire fort



Werner Salzmann 01.23.6
www.werner-salzmann.ch

1962, Mülchi
Agriculteur diplômé, ingénieur agricole diplômé ES, expert agricole en chef
Président UDC du canton de Berne
Colonel, président de l'Association bernoise de tir sportif
Président Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture (ASETA)



Martin Schlup 01.24.4
www.martin-schlup.ch

1960, Schüpfen
Maître-agriculteur
Député, conseiller communal
Président des producteurs de bois du Lyssbachtal, Caissier de la Coopérative de montagnes Frémont, comité de l'association de l'agriculture productrice, CO Fête de gymnastique du Seeland 2016



Béatrice Struchen 01.25.2
www.struchen.ch

1961, Epsach
Diplôme de commerce, agricultrice
Députée
Présidente du Grand Conseil 2014/2015
présidente LOS et IP
Comité de l'Union des paysans du canton de Berne, membre PME

Plus de sécurité

8,2 millions de personnes vivent actuellement dans notre pays. Chaque jour de nouveaux immigrants et réfugiés économiques affluent. Les touristes criminels profitent de l'absence de contrôles aux frontières. La police a beaucoup à faire dans notre pays, mais elle dispose de toujours moins de moyens. Nous nous engageons pour que la police concentre ses forces sur la lutte contre la criminalité et pour que les criminels étrangers soient expulsés – dans l'intérêt de toute la population!

Plus de liberté

Notre quotidien est marqué par un nombre croissant de mesures bureaucratiques, de lois et de règles internationales. Nous nous subordonnons de plus en plus souvent à l'UE, qu'il s'agisse des sièges d'enfants pour les voitures, de la taille des panneaux de signalisation routière, de l'impôt sur le tabac ou encore des autorisations de séjour. Le centralisme augmente et la liberté diminue. Pour l'UDC, des valeurs comme la liberté, l'indépendance et la démocratie ne sont pas négociables.

Plus pour vivre

Les contribuables bernois paient plus d'impôts que dans la majorité des autres cantons. S'y ajoutent des redevances pour l'énergie, l'eau et les eaux usées et de nombreux autres prélèvements. Bref, il reste de moins en moins d'argent pour vivre. Nous corrigeons ce mauvais cap. Les baisses de l'impôt sur les véhicules à moteur et de l'impôt sur les mutations sont des premiers succès de l'UDC. Nous nous battons pour vous!



Des têtes jeunes au Conseil national



Lukas Lanzrein Cand. no 02.01.1
www.lukas-lanzrein.ch www.3malmehr.be

3645 Thoune (Gwatt)
Juriste, collaborateur d'une étude de notaire
Conseiller de ville, président du groupe UDC/PLR, officier, «pour un avenir dans la sécurité et la liberté!»



Tina Schluép Cand. no 02.02.0

2740 Moutier
Etudiante PH
Conseillère de ville, secrétaire Jeunes UDC Jura bernois, membre WWF et Pro Natura



Sandra Schneider Cand. no 02.03.8
www.sandraschneider.ch

2502 Biel/Bienne
Employée de commerce
Conseillère de ville, présidente Jeunes UDC Bienne-Seeland, secrétaire UDC Bienne, comité UDC Seeland, membre Pro Libertate, ASIN et Parc zoologique Bienne



Marc Berger Cand. no 02.04.6

3600 Thoune
Collaborateur spécialisé santé / étudiant
Membre TV Steffisburg, Société de tir de Heiligenschwendli, JUDC bernois, «Pour un système de santé financièrement supportable et moderne!»



Yannick Buchter Cand. no 02.05.4
www.yannick-buchter.ch

3014 Berne
Rédacteur internet
Vice-président UDC Konolfingen, comité Jeunes UDC Suisse, comité Société Suisse-Israël, capitaine de l'armée suisse



Adrian Hoz Cand. no 02.11.9
Twitter: @adrianhoz

3037 Herrenschwanden
Etudiant en mécanique EPFZ
Officier, pilote privé (en formation), président Jeunes UDC Mittelland-Nord, comité Jeunes UDC du canton de Berne



Patrick Kissling Cand. no 02.12.7
www.patrick-kissling-nationalrat.ch

2560 Nidau
Chef d'exploitation
Membre UDC Nidau et Jeunes UDC du canton de Berne, «Pour un avenir sûr et sans souci de la Suisse!»



Rafael Morgenthaler Cand. no 02.13.5

3123 Belp
Etudiant
«Pour des impôts, taxes et redevances modérés. Non à l'adhésion à l'UE. Pour des arts et métiers forts. Politique ferme à l'égard des étrangers et dans l'asile.»



Men Moser Cand. no 02.14.3

3008 Berne
Collaborateur backoffice / conseiller de vente
Président Jeunes UDC de la ville de Berne, vice-président UDC Berne-Sud, délégué Société de quartier Berne III (QM3), membre UDC Berne-Bümpliz



Micaela Pazos Cand. no 02.15.1

3014 Berne
Employée de commerce
Loisirs: danser la salsa, «Je m'engage pour une baisse des impôts, taxes et redevances et je me bats contre l'adhésion de la Suisse à l'UE!»

Kanton Bern
Wahlzettel für die Nationalratswahlen 2015

Canton de Berne
Bulletin pour les élections au Conseil national 2015

Z/L:
(leer lassen/laisser libre)

Liste Nr.	2	Partei- bezeichnung Partei	SVP (Junge SVP)	
Kand.-Nr. N° des candidats	Namen der Kandidatinnen und Kandidaten Nom des candidats et candidates		Kand.-Nr. N° des candidats	Namen der Kandidatinnen und Kandidaten Nom des candidats et candidates
02011	Lukas Lanzrein		02143	Men Moser
02020	Tina Schluép		02151	Micaela Pazos
02038	Sandra Schneider		02160	Benjamin Schmid
02046	Marc Berger		02178	Maël Schnegg
02054	Yannick Buchter		02186	Michelle Singer
02062	Shanna B. Coelho		02194	Adrian Spahr
02071	Lars Dubach		02208	Mirjam Steiger-Stähli
02089	Nils Fiechter		02216	Janosch
02097	Andreas Gerber			
02101	Markus Horst			
02119	Adrian Hoz			
02127	Patrick Kissling			
02135	Rafael Morgenthaler			



Jeunes UDC canton de Berne
www.judcberne.ch

Kanton Bern
Wahl von 2 Mitgliedern
des Ständerates
2015

Canton de Berne
Election de 2 membres
du Conseil des Etats
2015

Amtlicher Wahlzettel
bulletin officiel

1. **Albert Röstli**

2. -

Für die gleiche Kandidatin/für den gleichen Kandidaten kann nur eine Stimme abgegeben werden. Das Kumulieren (mehrfache Stimmabgabe für die gleiche Person) ist bei den Ständeratswahlen nicht gestattet.

On ne peut attribuer qu'un suffrage au même candidat ou à la même candidate. Le cumul (plusieurs suffrages pour la même personne) n'est pas autorisé pour les élections au Conseil des Etats.





Liste 2



Shanna B. Coelho Cand. no 02.06.2

2720 Tramelan
Etudiante en droit
Présidente Jeunes UDC Jura bernois,
membre du comité UDC Jura bernois,
membre ASIN, loisirs: fitness, tir,
photographie

Lars Dubach Cand. no 02.07.1
www.lars-dubach.ch

3415 Rüegsauschachen
Chef d'équipe au centre touristique
CFF Thoun
Comité UDC Rüegsau, secrétaire JUDC
bernois, premier-lieutenant, secrétaire
Soc. de tir Rüegsau, membre
Soc. des officiers Berthoud, ASIN

Nils Fiechter Cand. no 02.08.9
www.nilsfiechter.ch

3714 Frutigen
Employé de commerce
Président Jeunes UDC Frutigen-
Niedersimmental, membre comité
UDC Frutigen, membre Pro Libertate,
ASIN, Comité d'Egerkingen



Andreas Gerber Cand. no 02.09.7

3537 Eggwil
Technologie laitière, transporteur
Responsable publicité UDC du canton
de Berne, comité UDC Eggwil,
membre ASIN, Comité d'Egerkingen,
joueur de hockey sur glace

Markus Horst Cand. no 02.10.1
www.markus-horst.ch

3204 Rosshäusern
Chef d'entreprise
Vice-président UDC Neuenegg, comité
PME district de Laupen, président CI
Fête de Rütli



Benjamin Schmid Cand. no 02.16.0

3250 Lyss
Etudiant en économie d'entreprise
Membre du comité JUDC bernois, président
de la commission JUDC Finances
et économie, membre UDC Lyss,
«Halte à la politique excessivement
dépendante de la Confédération!»



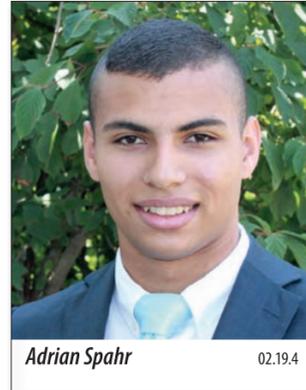
Maël Schnegg Cand. no 02.17.8

2735 Champoz
Docteur en sciences économiques
Membre Jeunes UDC Jura bernois,
membre du Conseil de la faculté des
Hautes Etudes Commerciales (HEC)
Lausanne



Michelle Singer Cand. no 02.18.6

3427 Utzenstorf
Fleuriste, technicienne en imprimerie
(en formation)
Membre UDC section Utzenstorf, JUDC
du canton de Berne, Société de gymnastique
Utzenstorf, «Stopper la centralisation
et non à l'adhésion à l'UE!»



Adrian Spahr 02.19.4

2543 Lengnau BE
Spécialiste en restauration
Membre du comité Jeunes UDC du
canton de Berne, président commission
JUDC Police et armée, membre
ASIN et Pro Libertate, sous-officier de
l'armée suisse; loisirs: lutte suisse



Mirjam Steiger-Stähli Cand. no 02.20.8

3700 Spiez
Secrétaire
«Il faut cesser d'entretenir avec
l'argent des contribuables des
migrants vivant de l'aide sociale ou
de l'aide d'urgence!»

Grosserfolg der JSVP

«Keine Einbürgerung von
Verbrechern und Sozialhilfe-
empfängern!»

Dank der Annahme der JSVP-Initiative «Keine Einbürgerung von Verbrechern und Sozialhilfeempfängern!» konnten die Einbürgerungsregeln im Kanton Bern massiv verschärft werden.

Gegen den Widerstand aller Parteien ausser der SVP wurde am 24. November 2013 die Initiative der Jungen SVP «Keine Einbürgerung von Verbrechern und Sozialhilfeempfängern!» mit 55,8% deutlich angenommen. Neu gelten deshalb im Kanton Bern u.a. folgende Mindestanforderungen an eine Einbürgerung:

- Kein Pass für rechtskräftig verurteilte Schwereverurteilte.
- Keine Einbürgerung von Personen, die wirtschaftlich nicht selbständig sind, d. h. von Sozialhilfeempfängern oder Personen, die bezogene Sozialhilfegelder nicht zurückbezahlt haben.
- Einbürgerung nur bei guten (d. h. nicht bloss rudimentären) Kenntnissen einer Amtssprache sowie bei ausreichenden Staatskunde-Kenntnissen.

• Kein Pass ohne Niederlassungsbewilligung!
Mittlerweile wurde die Initiative auch von den eidgenössischen Räten gewährleistet. Und die neuesten Zahlen zeigen, dass die Initiative wirkt: Im Vergleich zu den vergangenen fünf Jahren haben sich die Einbürgerungszahlen 2014 faktisch halbiert!

Das Ja zur Initiative ist ein grosser Erfolg: Noch nie zuvor wurde im Kanton Bern eine Initiative einer Jungpartei angenommen. Die JSVP konnte damit zeigen:
Sie ist am Puls der Bevölkerung und versteht die Sorgen der Bernerinnen und Berner.
Sie ist stark genug, um eine Initiative nicht nur zustande zu bringen, sondern auch die Abstimmung zu gewinnen.

Sie präsentiert Lösungen, die auch den Praxistest bestehen und zu nachweisbaren Verbesserungen führen!

Erich Hess, Präsident JSVP Kanton Bern



Janosch Weyermann Cand. no 02.21.6

3427 Utzenstorf
Candidat à la maturité professionnelle
IT & Communication, employé
de commerce
Secrétaire adj. JUDC bernois, membre
UDC Utzenstorf, ASIN, Pro Libertate,
Groupe Giardino, Samaritains bernois



L'armée – plus nécessaire que jamais

L'UDC s'engage pour une armée forte et bien équipée. C'est important aussi à l'époque actuelle où des conflits couvent aux confins de l'Europe.



L'effectif de l'armée suisse sera prochainement ramené à 100 000 militaires. Un budget de 5 milliards de francs par an est le minimum pour donner enfin à la troupe un équipement complet et adéquat. Cela paraît beaucoup d'argent à première vue, mais en comparant ce montant à ce que d'autres pays consacrent à leur défense, on est enclin à se demander si ce n'est pas trop peu.

Tout le monde se souvient de l'attentat terroriste perpétré au début de cette année contre la rédaction du magazine Charlie Hebdo. Les forces de police engagées à la suite de cet acte ont été soutenues par 10 000 militaires. En Suisse, cela ferait 10% de l'effectif de l'armée, mais il faut savoir que tous les 100 000 militaires suisses ne peuvent pas, beaucoup s'en faut, être employés dans une telle action. Conclusion: pour répondre à une telle menace, la Suisse devrait engager 20 à 40% de son armée. On le voit bien: la réduction de l'armée voulue par certains milieux affecte notre sécurité. Il semble difficile d'en assumer la responsabilité.

Selon les critères du Réseau national de sécurité qui réunit notamment les organisations de sauvetage civiles, la protection civile et l'armée, les éléments militaires n'interviennent que si les autres forces d'intervention sont au bout de leurs possibilités ou si elles ne disposent pas des moyens nécessaires.

L'armée est donc notre ultime réserve de sécurité et elle doit disposer d'une capacité à durer très élevée. Elle intervient plusieurs fois par année dans le cadre de l'aide en cas de catastrophe pour soutenir les forces civiles.

L'UDC est persuadée que pour garantir la sécurité de la Suisse il faut non seulement un effectif de 140 000 militaires, mais aussi un budget garanti de 5 milliards de francs. Une majorité du Conseil national refuse de donner ces moyens à l'armée. Nous devons absolument corriger cela dans l'intérêt de notre sécurité.

C'est une évidence pour moi: la sécurité et la liberté ne sont pas négociables. Nous n'avons pas le droit de céder aux mesures d'économie à courte vue que nous proposent les infatigables ennemis de l'armée.

Erich von Siebenthal, conseiller national, Gstaad

Liberté de voyager – surtout pour les criminels

Des bandes criminelles voyagent tranquillement dans toute l'Europe et, faute de contrôles aux frontières, entrent tout aussi facilement en Suisse. Le taux de criminalité en Suisse a entre-temps atteint le niveau européen. Le seul canton de Berne annonce quelque 5000 cambriolages par an!



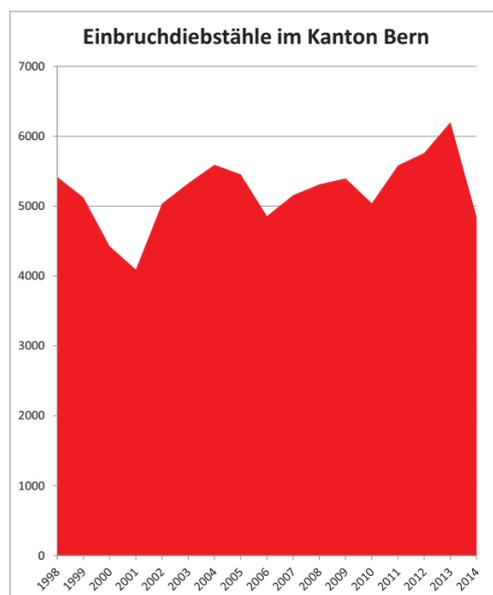
Alors que les touristes suisses se font contrôler aux frontières pour vérifier s'ils cachent des marchandises aux douanes, les immigrants illégaux et autres touristes criminels entrent dans le pays en toute simplicité. Il faut dire que les frontières suisses sont en majorité sans surveillance. Lorsque la Suisse a signé l'accord de Schengen, on nous a dit que les frontières extérieures de l'espace Schengen seraient bien contrôlées, si bien que l'UE et, avec elle, la Suisse vivraient en sécurité.

La réalité actuelle est très différente: Schengen a certes facilité nos déplacements à l'étranger, mais la frontière extérieure de l'espace du même nom n'est pas surveillée comme elle devrait l'être, beaucoup s'en faut. Conséquence: le taux de criminalité en Suisse est monté au même niveau que celui de l'UE. S'ajoute à cela la menace croissante du terrorisme.

L'organisation terroriste Etat islamique a déjà pénétré l'UE et, après les attentats de Paris et de Copenhague, a annoncé d'autres attaques. Le journal dominical "Schweiz am Sonntag" cite Max Hofmann, secrétaire général de la Fédération suisse des fonctionnaires de police, pour lequel une présence policière accrue est indispensable. Il rappelle que l'ONU recommande 300 agents de police pour 100 000 habitants. Or, la Suisse en compte 30% de moins.

Dans le canton de Berne aussi, la politique refuse à la police les moyens dont elle a besoin. Les millions encaissés grâce aux radars et aux amendes pour faux parcage reviennent à la caisse générale au lieu d'être affectés au travail de police. Il serait grand temps de revoir cette réglementation, de faire toute la lumière sur l'utilisation des fonds et de donner la priorité à la lutte contre la criminalité et le terrorisme. Voilà qui doit être notre objectif pour la prochaine législature au Conseil national.

Andrea Geissbühler, conseillère nationale, Bärswil



Protéger les persécutés, mais gérer l'immigration

Les Suisse doit ouvrir ses portes aux personnes dont l'intégrité physique et la vie sont menacées. Et elle doit admettre la main-d'œuvre étrangère dont l'économie a un urgent besoin. Mais une immigration incontrôlée et des abus dans le droit d'asile sont inacceptables.

Le nombre de requérants d'asile a massivement augmenté ces derniers mois. Via l'Italie un flot grandissant de migrants économiques d'Afrique et du Proche-Orient atteint notre pays. La Confédération distribue ces requérants entre les cantons en fonction de sa propre clé de répartition.

Aujourd'hui déjà, le canton de Berne accueille plus de personnes qu'il ne devrait en fonction de sa population. Le Conseil exécutif bernois vient donc ordonner par la voie du droit d'urgence l'ouverture de six nouveaux abris dans diverses communes.

Cette décision pose de gros problèmes aux communes. Les abris de protection civile doivent être préparés en quelques semaines, voire en quelques jours pour loger ces personnes. Les requérants d'asile mineurs ont besoin

d'un suivi et d'une scolarisation. Dans certains cas, des patrouilles de sécurité doivent être organisées et à moyen et à long terme de lourdes charges attendent les communes lorsque des requérants s'établissent après avoir transité par un centre de premier accueil.

Si la Confédération faisait son travail, les communes ne seraient pas contraintes de payer la facture pour ces migrants économiques. Si ces faux réfugiés étaient renvoyés dès la frontière et si les procédures d'asile étaient accélérées, les centres d'accueil ne seraient pas surchargés. Enfin, si on gaspillait moins de ressources à s'occuper de demandes d'asile manifestement infondées, on gagnerait du temps et de l'argent pour les vrais réfugiés.

Voilà les objectifs pour lesquels s'engage l'UDC Berne.

La ville de Bienne – records négatifs battus grâce au PS

Le gouvernement de gauche qui dirige la ville a des effets durables – dans le sens négatif: Bienne affiche la proportion d'assistés sociaux la plus élevée de Suisse et la plus forte proportion d'étrangers du canton de Berne. La population en a assez et soutient de plus en plus l'UDC.



L'ancienne métropole horlogère a brillé il y a quelques années dans le cadre de l'exposition nationale. Depuis, on y a beaucoup construit, sans pour autant ralentir un développement négatif. En 2013, la ville de Bienne a franchi le seuil des 30% d'étrangers. Cette proportion était de 31,5% en 2014. Le taux de chômage évolue entre 5 et 6% et la quote-part de l'aide sociale entre 11 et 12%. En se promenant ou en faisant ses achats à Bienne, on a l'impression de se trouver à l'étranger, en Arabie ou

en Afrique. Le Conseil central islamique qui a son siège à Bienne fait régulièrement les gros titres.

Un tournant est encore loin

Conséquence de la politique de gauche, l'argent manque et le peu qui reste est mal dépensé. Les contribuables qui peuvent se le permettre quittent la ville. Et ceux qui restent, votent de plus en plus UDC. Résultat: l'UDC biennoise a réussi à entrer à l'exécutif municipal avec Beat Feurer, mais le chemin jusqu'à un tournant est encore long. L'UDC biennoise a pu corriger le cap de quelques projets politiques concrets, par exemple empêcher l'onéreuse restructuration de la place de la gare pour en faire une zone sans circulation automobile. Au législatif de la ville nous nous battons dans chaque débat budgétaire pour plus de discipline financière, mais malheureusement la droite y est – encore – minoritaire. Nous poursuivons notre combat!

Sandra Schneider, conseillère municipale de Bienne

Culture oui – mais non à un honteux espace hors la loi au cœur de la ville

La première chose que les touristes et voyageurs à destination de Berne voient en arrivant à la gare, ce sont les graffitis et banderoles de la Reithalle (manège).

Considéré comme un centre culturel, la Reithalle est soutenue par la ville. En réalité, cet endroit sert régulièrement de base de retrait pour des bandes de casseurs. Cela fait des années que les autorités municipales restent les bras croisés devant ces agissements, même

quand des agents de police et des ambulanciers se font physiquement agresser.

Les Jeunes UDC ont donc lancé une initiative populaire cantonale dont l'objectif est "Pas d'argent des contri-

buables pour la Reithalle de Berne". Vous pouvez télécharger des listes de signatures à l'adresse www.jsvpbern.ch.

Vos Jeunes UDC



Seniors au volant? Mais oui!

Je suis choquée. Un monsieur d'un âge avancé que je connais a dû déposer son permis de conduire alors qu'il n'a jamais eu d'accident et qu'il a réussi le test d'acuité visuelle. On lui a dit qu'il avait trop de sucre dans le sang ou quelque chose de semblable.

Anne-Caroline Graber

On a de la peine à croire tout ce que l'administration fédérale fait subir aux seniors avec le programme Via Sicura. On fait passer quasiment tous les seniors comme incapables de tenir un volant.

Manfred Bühler

Ce qui est bizarre, c'est que le Conseil fédéral veut tout de même reprendre les normes UE concernant l'acuité visuelle.

Anne-Caroline Graber

Oui, à l'avenir il suffirait de 50% de l'acuité visuelle. Peut-être la Confédération espère-t-elle ainsi augmenter le rendement des pièges à radar ☺

Manfred Bühler

☺ ...ou générer des recettes supplémentaires grâce à de nouveaux tests d'aptitude pour les seniors. Certains cantons ont déjà introduit des tests plus difficiles.

Anne-Caroline Graber

Les principes de la proportionnalité et de la responsabilité individuelle n'ont plus guère de valeur aujourd'hui. Tout devient plus cher et la liberté individuelle est rognée. Encore heureux qu'il existe une UDC qui se bat pour plus de bons sens humain dans le trafic routier.

Manfred Bühler

Oui, et l'UDC se bat notamment avec détermination pour qu'on ne prive pas les seniors de leur indépendance et de leur mobilité.

Anne-Caroline Graber

UDC bien sûr.

Votez Liste **1** ou **2**

Elections au Conseil national du 18 octobre 2015





Est-il possible de réduire les impôts dans le canton de Berne?

Le canton de Berne doit enfin stopper la croissance des dépenses pour se donner une marge de manœuvre permettant de réduire les impôts. C'est même d'une urgente nécessité.



Les effets désastreux d'impôts trop élevés

Il est urgent de revoir sérieusement les prestations du canton. En janvier 2014, le Grand Conseil a accepté à une forte majorité une intervention des groupes parlementaires de droite sous le titre «Assainissement durable des finances». Le Conseil exécutif a été invité à présenter un programme de mesures réformant effectivement l'offre de prestations et les structures. Mais rien ne s'est produit jusqu'ici. La lourdeur des impôts a un effet désastreux sur l'attractivité du canton. Le grand nombre de pendulaires depuis les cantons voisins en témoigne. Conséquences: une perte de substrat fiscal et les difficultés des entreprises à recruter des cadres. Il est donc plus urgent que jamais de baisser les impôts. Toute nouvelle hausse d'impôt «à froid» (par ex., la limitation de la déduction des frais de déplacement) ou tout nouvel impôt doit être empêché. Des logements doivent être créés dans des situations agréables. Le frein à l'impôt sur la fortune, unique avantage fiscal du canton, doit absolument être maintenu.

La situation est aussi sérieuse au niveau de l'imposition des entreprises. Contrairement à de nombreux autres cantons, celui de Berne ne l'a pas réduite, si bien qu'il recule dans le classement (7e rang en 2005). Divers autres cantons se préparant activement à la troisième réforme de l'imposition des entreprises, le nôtre perdra encore plus de terrain. Le départ d'entreprises et la perte d'emplois sont le prix à payer pour cette mauvaise politique.

Des baisses d'impôt sont possibles

Il suffirait de plafonner les charges au niveau actuel, pour que la hausse pronostiquée des recettes fiscales offre de la marge à des baisses d'impôt ciblées. Le canton de Berne ferait ainsi un pas dans la bonne direction en redevenant un endroit attractif pour les entreprises et les bons contribuables.

Peter Brand, président du groupe UDC au Grand Conseil, Münchenbuchsee

Toutes les enquêtes le démontrent clairement: le canton de Berne est un enfer fiscal. Raison: la politique financière du Conseil exécutif qui par économie n'entend pas comme tout le monde une baisse effective des charges, mais uniquement un léger ralentissement de la croissance des dépenses. Les derniers chiffres illustrent parfaitement l'absence de volonté de faire de réelles économies: selon la planification financière, les dépenses passeront de 10 590 milliards en 2016 à 10 985 milliards de francs en 2019!

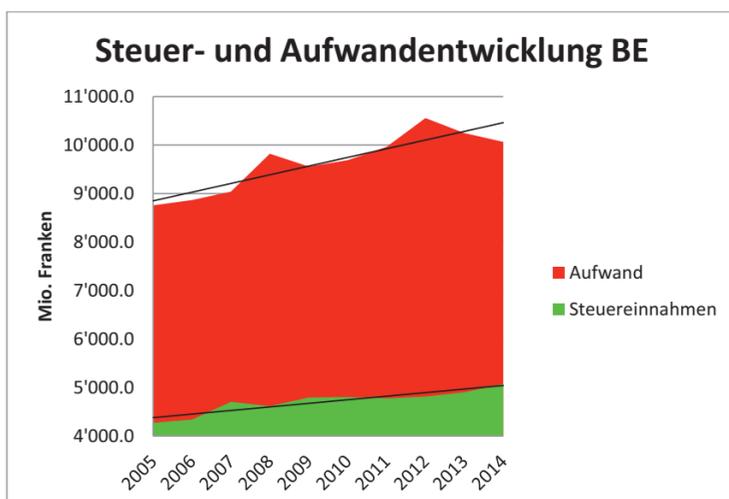
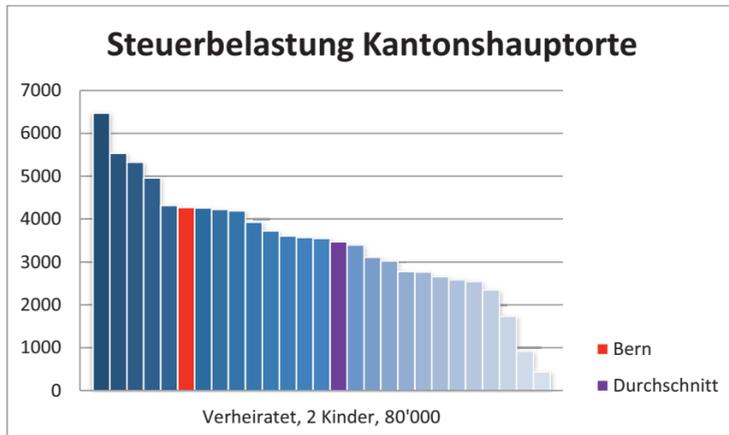
Charge fiscale dans le canton de Berne – toujours très élevée

En comparaison intercantonale, les Bernoises et les Bernois figurent toujours parmi les contribuables les plus ponctionnés de Suisse. Selon l'indice d'exploitation du potentiel fiscal 2015 de l'Administration fédérale des finances, le canton de Berne affiche, dans l'ordre décroissant, la cinquième charge fiscale de tous les cantons.

L'indice d'exploitation du potentiel fiscal indique le fardeau fiscal supporté par les contribuables en raison des prélèvements fiscaux cantonaux et communaux.

La situation n'est pas meilleure si on prend uniquement en considération la charge fiscale supportée par les personnes physiques. A ce niveau également, le canton de Berne se retrouve au fond du classement avec un fardeau fiscal supérieur à la moyenne aussi bien pour les personnes vivant seules que pour les couples mariés avec deux enfants. Ce constat vaut même pour les revenus moyens (base: chiffres OFS). Le plus inquiétant de cette analyse: si la ville de Berne ne se classait pas parmi les 20% des communes bernoises les plus avantageuses fiscalement, la comparaison serait encore bien plus désastreuse pour le canton!

Pour améliorer la situation financière du canton, il faut avant tout intervenir au niveau des charges. En effet, aussi bien le budget 2016 que le plan financier pour les années suivantes prévoient des hausses massives des dépenses. Le problème ne se situe donc pas du côté des recettes qui augmentent également chaque année.



Quellen: Bundesamt für Statistik und Finanzverwaltung des Kantons Bern

Arbeitsplätze sichern

Wählen Sie

Liste **1** oder **2**

Nationalratswahlen 18. Oktober 2015

Zum Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017-2019: Ausgabenwachstum geht munter weiter

Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017-2019 mit positiven Zahlen und Schuldenabbau sehen nur auf den ersten Blick erfreulich aus. Bei genauerem Hinsehen zeigt sich, dass die Zahlen nur deshalb so positiv ausfallen, weil die steigenden Ausgaben mit ebenfalls steigenden Erträgen kompensiert werden. Dem von der Regierung propagierten Grundsatz «kein finanzpolitisches Nachlassen» wird offensichtlich nicht nachgelebt, wenn der Aufwand Jahr für Jahr um durchschnittlich 120 Mio. Franken ansteigen soll!

Die im August 2015 von der Finanzdirektorin präsentierten Zahlen sind auf den ersten Blick erfreulich: schwarze Zahlen in der Erfolgsrechnung und ein Schuldenabbau in der Höhe von 300 Millionen Fr. Bei genauerem Hinsehen wird jedoch bald klar, dass kein Grund für Euphorie besteht: Die Verbesserung der Finanzlage des Kantons ist vor allem auf nicht durch den Kanton selbst beeinflussbare Einnahmesteigerungen zurückzuführen wie steigende Steuererträge, höhere Zahlungen aus dem Finanzausgleich des Bundes und tiefere Passivzinsen auf den Schulden. Echte Einsparungen erfolgen hingegen nicht. Im Gegenteil, der Aufwand soll in den nächsten vier Jahren jährlich um durchschnittlich 120 Millionen Fr. ansteigen! Und dies trotz fehlender Teuerung und stagnierendem Wirtschaftswachstum. Von Sparen ist weit und breit keine Rede. Einmal mehr wird die Steigerung des Aufwandes durch erwartete höhere Steuereinnahmen finanziert. Für die SVP nicht nachvollziehbar ist die Budgetierung von jährlich 80 Millionen Fr. Gewinnausschüttungen der SNB. Dem klaren Willen des Grossen Rates, künftig nicht mehr mit diesen Geldern zu rechnen, wird somit nicht nachgekommen. Durch die beabsichtigte Schaffung eines SNB-Gewinnausschüttungsfonds versucht der Regierungsrat zudem, einen allfälligen Spardruck im Keim zu ersticken.

Es bleibt einmal mehr die Feststellung, dass der Regierungsrat unter einer Finanzpolitik der «ruhigen Hand» vor allem eines versteht: ja keine Steuerensenkungen. Mit Interesse analysiert nun die SVP die vom Regierungsrat präsentierte Steuerstrategie. Falls im Rahmen dieser Steuerstrategie wirklich Steuerensenkungen erfolgen sollen, sind diese in den präsentierten Zahlen noch nicht inbegriffen und somit würde es auch keine Ertragsüberschüsse und keinen Schuldenabbau geben. Somit ist kaum zu erwarten, dass im Rahmen dieser Steuerstrategie mutige Entscheide für eine Verbesserung der steuerlichen Lage der Berner Unternehmen und Steuerpflichtigen gefällt werden.

Die SVP Kanton Bern wird sich bei der Beratung der Steuerstrategie sowie des Voranschlags und Aufgaben-/Finanzplans dafür einsetzen, dass der Grundsatz «kein finanzpolitisches Nachlassen» endlich angewendet wird. Sie wird deshalb auch die Einführung der Spezialkasse «SNB-Gewinnausschüttungsfonds» entschieden bekämpfen.

Der Kanton Bern vergibt sich mit einer solchen Finanzplanung eine gute Chance, endlich Spielraum zu schaffen für längst fällige Steuerensenkungen.



Succès contre la hausse des taxes sur l'énergie

Depuis 2011, l'UDC a dû intervenir dans plusieurs campagnes de votation sur l'énergie. Elle a pu empêcher des charges supplémentaires massives sous la forme d'impôts sur l'électricité, de hausses des prix du courant électrique et d'assainissements obligatoires.

Des options essentielles ont été prises lors de la votation de 2011 concernant la loi cantonale sur l'énergie. Le refus du projet du Grand Conseil et l'acceptation parallèle du projet populaire ont permis d'empêcher la nouvelle taxe d'incitation sur l'électricité (donc un nouvel impôt sur le courant électrique) ainsi qu'un projet d'assainissement obligatoire des immeubles d'habitation. Cette obligation aurait coûté plus de 100 millions de francs aux propriétaires immobiliers alors que la taxe sur l'électricité aurait entraîné la hausse du prix de l'électricité pour tous les ménages privés, les PME et les exploitations agricoles. Grâce au projet populaire accepté par le souverain cantonal, le bonus d'utilisation pour les consommateurs d'énergie économes et les contributions aux propriétaires assainissant leurs immeubles ont été inscrits dans la loi sur l'énergie.

L'initiative populaire cantonale «Berne renouvelable» et le contreprojet du Grand Conseil ont également pu être empêchés. Ces deux projets exigeaient que le canton de Berne soit le seul de Suisse à interdire le chauffage à l'huile et au gaz et que la totalité de la consommation électrique soit couverte par des énergies renouvelables. Leur application aurait entraîné des dépenses de l'ordre de 50 milliards de francs (!) pour les seuls immeubles

privés. Le coût de l'électricité aurait massivement augmenté dans le canton de Berne, discriminant lourdement non seulement les ménages privés, mais aussi l'économie bernoise.

Wussten Sie, dass die Stadt Bern die Hauseigentümer zwingen will, von Öl und Gas auf Fernwärme umzustellen?

Die Berner SVP wehrt sich gegen solche Zwängereien und kämpft für freiheitliche Lösungen!

Le souverain s'est également opposé à l'initiative populaire "Mühleberg à l'arrêt". L'arrêt immédiat de la centrale de Mühleberg aurait entraîné des demandes en dommages et intérêts et, partant, une charge supplémentaire pour les finances cantonales. Le courant manquant aurait dû être importé, d'où encore une hausse des dépenses pour tous. Qui plus est, une partie de cette électricité aurait été livrée par des centrales au gaz ou au charbon nuisibles pour l'environnement et le climat.

Enfin, l'initiative populaire fédérale "Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie" a été enterrée par une forte majorité des vo-

tants. Le remplacement de la TVA par un impôt sur les importations et la production nationale d'énergie aurait eu des conséquences extrêmement lourdes pour l'économie en général et les PME, pour les exploitations agricoles et les ménages. Ne pouvant tout simplement passer aux énergies non renouvelables, ces milieux auraient subi une imposition écrasante.

Des impôts modérés sont possibles dans le canton de Berne

L'UDC a toujours participé en première ligne à ces campagnes de votation. Elle s'est engagée sans compter pour empêcher des coûts supplémentaires et de nouveaux impôts dans le domaine énergétique et pour corriger le cap de la politique énergétique. Les résultats des votations correspondent tous aux consignes de l'UDC, confirmant en cela que nos arguments ont réussi à convaincre les citoyennes et les citoyens. Mais nous n'avons pas seulement réussi à empêcher des charges et des impôts supplémentaires, nous avons même obtenu une baisse des impôts: la réduction de l'impôt sur les véhicules à moteur et de l'impôt sur les mutations est due à l'engagement de l'UDC. **D'où la preuve: contrairement à ce que l'on prétend souvent, des baisses d'impôt sont parfaitement possibles dans le canton de Berne – grâce à une UDC forte!**



Frankenstärke – Bekenntnis zu einem starken Wirtschaftsstandort nötiger denn je!

Seit der überraschenden Aufgabe der Franken-Euro-Untergrenze durch die Schweizerische Nationalbank (SNB) ist ein gutes halbes Jahr vergangen.



turprogramme bringen nichts gegen strukturelle Probleme wie eben die längerfristige Überbewertung des Frankens. Und das Festlegen einer neuen Untergrenze würde der Glaubwürdigkeit der SNB massiv schaden, zumal sie dann gezwungen wäre, noch mehr Euros zu kaufen.

Schulterschluss zwischen Wirtschaft und Politik

In dieser schwierigen Situation gibt es für die Schweizer Politik nur eines: ein Bekenntnis zu einer unabhängigen Nationalbank und einem starken Wirtschaftsstandort Schweiz mit einer produzierenden Industrie. Konkret muss den Unternehmen der nötige Freiraum gelassen werden, um flexibel reagieren und sich den neuen Marktgegebenheiten anpassen zu können. Der Staat muss auf teure und unnötige Regulierungen und Experimente (Stichwort «Energiewende») verzichten, Abgaben und Steuern senken, Verwaltung und Bürokratie verschlanken und sich selber einem ähnlichen Fitnessprogramm unterziehen, wie es jetzt unsere Unternehmen machen. Es braucht den ultimativen Schulterschluss zwischen Wirtschaft und Politik. Unsere Arbeitnehmer und unsere KMU werden es uns danken.

Lukas Lanzrein, Stadtrat, Thun

Approvisionnement sûr grâce à une agriculture productrice

Comment un pays nourrit-il ses citoyennes et ses citoyens? La Suisse pourrait-elle assurer son approvisionnement même en cas de crise européenne? Vous êtes-vous déjà posé cette question?



Le degré d'auto-provisionnement net de la Suisse est tombé à de maigres 55% l'an passé. En d'autres termes, si les importations de denrées alimentaires et de fourrages sont bloquées, un peu plus de la moitié seulement de la population pourrait être nourrie. Cela ne suffit pas, même si l'Etat devait recourir à des mesures de rationnement. Un degré d'auto-provisionnement net de 60% est le strict mini-

mum. Nous devons travailler à notre souveraineté alimentaire pour réduire notre dépendance de l'étranger.

Cet effort commence par une formation moderne des agriculteurs avec un accent mis sur la production d'aliments qui sont utiles à l'approvisionnement national. Il comprend cependant aussi une rémunération correcte basée sur la production et des prix équitables des denrées alimentaires. Il n'est pas tolérable qu'un nombre croissant d'agriculteurs doivent se retirer de la production alimentaire parce que leur travail est de plus en plus mal rétribué. Prenons l'exemple de l'économie laitière: aujourd'hui déjà et plus encore à l'avenir, de nombreux agriculteurs s'interrogent et s'interrogeront sur la rentabilité d'une exploitation laitière. Le prix du lait baisse constamment et les exportations de fromage dans l'UE ne se développent pas comme promis. Malgré des charges de travail comparativement élevées, les exploitations productrices touchent toujours moins

et le lait ne peut plus être vendu à des prix équitables. Les agriculteurs qui cherchent d'autres branches de production doivent cependant constater que l'agriculture productrice est désavantagée par rapport aux exploitations qui mettent l'accent sur l'entretien du paysage. Qui plus est, la concurrence européenne se base sur des productions de masse sur lesquelles la Suisse ne peut et ne veut pas s'aligner, car ce mode de production est au détriment du bien-être des animaux et de la santé de la population.

Durant la législature à venir, nous avons le devoir d'accroître le degré d'auto-provisionnement de la Suisse en agissant aussi bien au niveau de la formation que moyennant des programmes nationaux axés sur une agriculture productrice. Des exploitations familiales performantes en tant que partie de notre économie nationale doivent être l'objectif de cette politique.

Andreas Aebi, conseiller national, Alchenstorf





Votez simplement en trois étapes



- 1^{re} étape** prenez dans l'enveloppe électorale le bulletin de vote préimprimé Liste 1 ou 2 pour les élections au Conseil national.
- 2^e étape** prenez dans l'enveloppe électorale le bulletin de vote vide pour les élections au Conseil des Etats et écrivez y le nom d'Albert Rösti.
- 3^e étape** signez la carte de légitimation et apportez-le avec les deux bulletins à l'urne ou placez le tout dans l'enveloppe électorale pour le vote par correspondance.

Attention !

- La meilleure manière de soutenir l'UDC est de voter avec la liste électorale UDC sans changement.
- Si vous utilisez le bulletin de vote vide pour les élections au Conseil national, n'oubliez pas d'inscrire «UDC» et le numéro de la liste («1 ou 2»).
- Si vous votez par correspondance, déposez l'enveloppe à la commune jusque jeudi le 15 octobre 2015 électoral.

ou

Signer la carte de légitimation

Commune

Avez-vous des questions concernant les élections?

Hotline gratuite
0800 002 444

Mobilisierungsfest

Samstag, 3. Oktober 2015 in Biel

10.30 – 13.30 Uhr

Kommen auch Sie an die Nidaugasse zu gratis Risotto.

Ne ratez pas la grande fête à la rue de Nidau à Bienne!

Mit der bekannten Big Band History Swingers!



History Swingers BIG BAND



www.svp-bern.ch